Syndicat des Industriels du Cameroun
Syndustricam

LES CHRONIQUES DE L'INDUSTRIE

NOTE D'INFORMATIONS & D'ANALYSES DU SYNDICAT DES INDUSTRIELS DU CAMEROUN

EDITION N°10 – AVRIL 2026



CHIFFRE CLÉ DU MOIS

-9,5% : Le recul de l'investissement privé au troisième trimestre 2025

INDUSTRIE DE DÉFENSE

Le Cameroun pose discrètement les fondations d'une nouvelle filière industrielle

FIN DES SUBVENTIONS AUX CARBURANTS

un coût certain aujourd'hui, un pari sur demain pour l'industrie camerounaise ?

KADJI GROUP

Un champion industriel camerounais à la conquête de l'Afrique de l'Ouest

FINANCEMENT DES PME

La CDEC expérimente un nouveau modèle de crédit de long terme

Politique industrielle

La Banque mondiale réhabilite une idée longtemps contestée

SOCIETE CAMEROUNAISE DES DEPÔTS PETROLIERS

ISTCD
INDUSTRIAL SAFETY
TRAINING CENTRE, DOUALA

A fire safety training school for industrial safety



Our strengths

- Modern facilities aligned with industry standards ;
- Practical training, based on real-life scenarios and simulations ;
- A network of leading technical and institutional partners.





Our training modules

- Risk and Crisis Management : From diagnosis to strategy ;
- Industrial Fire Response : Fire control in real-world situations ;
- Oil & Gas Ecosystems: Expertise in the field ;
- Safety in administrative environments : Protecting people daily.

ISTCD – Train your teams. Secure your facilities.
Protect your business sustainably.
(+237) 696 46 06 71 / 677 54 78 16] | mdiyani@scdp.cm | Douala & Kendeck

Edito



Vincent KOUETE
Secrétaire Général du SYNDUSTRICAM

Lorsque les ambitions progressent plus vite que l'investissement productif !

Chers membres, chers partenaires,

Au mois d'avril 2026, l'actualité économique laisse apparaître un paradoxe qui mérite toute notre attention.

D'un côté, les ambitions se multiplient. Le Cameroun explore de nouveaux blocs pétroliers, prépare la modernisation de sa filière coton, aborde les prémices d'une industrie de la défense, accroît le soutien aux producteurs de cacao et de café, prépare de nouveaux mécanismes de financement des PME, consolide sa position dans le gaz naturel liquéfié et observe les velléités à l'expansion régionale d'un champion industriel.

Dans le même temps, le débat sur la politique industrielle connaît un tournant majeur. Longtemps regardée avec méfiance, elle est désormais réhabilitée jusque dans les institutions internationales qui avaient autrefois contribué à son effacement. Le dernier rapport de la Banque mondiale en apporte une illustration éclatante : la transformation économique ne se décrète pas uniquement par le marché. Elle exige des politiques publiques cohérentes, des infrastructures performantes, une énergie compétitive, des compétences adaptées et des financements de long terme.

> **"...au troisième trimestre 2025, l'investissement privé a reculé de 9,5%. Ce chiffre doit nous interroger collectivement.**

Pourtant, derrière ces perspectives encourageantes, un indicateur interpelle : au troisième trimestre 2025, l'investissement privé a reculé de 9,5%. Ce chiffre doit nous interroger collectivement. Car aucune stratégie industrielle, aussi pertinente soit-elle, ne peut produire de résultats durables si les entreprises investissent moins, reportent leurs projets ou renoncent à accroître leurs capacités de production.

L'investissement demeure le véritable carburant de l'industrialisation. Il conditionne l'acquisition de nouvelles technologies, la modernisation des équipements, la création d'emplois et les gains de productivité. Lorsqu'il ralentit, c'est toute la dynamique de transformation économique qui risque de s'essouffler.

C'est pourquoi les débats actuellement engagés autour de la suppression progressive des subventions aux carburants revêtent une importance particulière. La question n'est pas seulement budgétaire. Elle est également industrielle. Les ressources publiques dégagées permettront-elles de réduire les coûts structurels qui pèsent sur les entreprises ? Seront-elles effectivement orientées vers les infrastructures, l'énergie, la logistique, la formation ou l'accès au financement ? En d'autres termes, les sacrifices d'aujourd'hui prépareront-ils réellement la compétitivité de demain ?

Les industriels n'attendent pas nécessairement davantage d'aides. Ils attendent surtout davantage de cohérence. La cohérence entre les ambitions industrielles affichées et les politiques effectivement mises en œuvre. La cohérence entre les objectifs de transformation locale et les coûts de production supportés par les entreprises. La cohérence entre les discours sur l'investissement et la réalité du financement disponible. La cohérence, enfin, entre la volonté de produire davantage et les conditions concrètes offertes à ceux qui produisent.

Les exemples présentés dans cette édition montrent que le potentiel existe. Ils montrent également que les opportunités sont réelles. Mais ils rappellent surtout que l'industrialisation reste un chantier exigeant qui ne progresse ni par décret ni par incantation. Le Cameroun n'a probablement jamais autant parlé d'industrie. Le défi est désormais de créer les conditions pour qu'il investisse davantage dans son industrie.

C'est à cette condition que les ambitions d'aujourd'hui deviendront les emplois, les exportations et la prospérité de demain.

CHIFFRE CLÉ DU MOIS

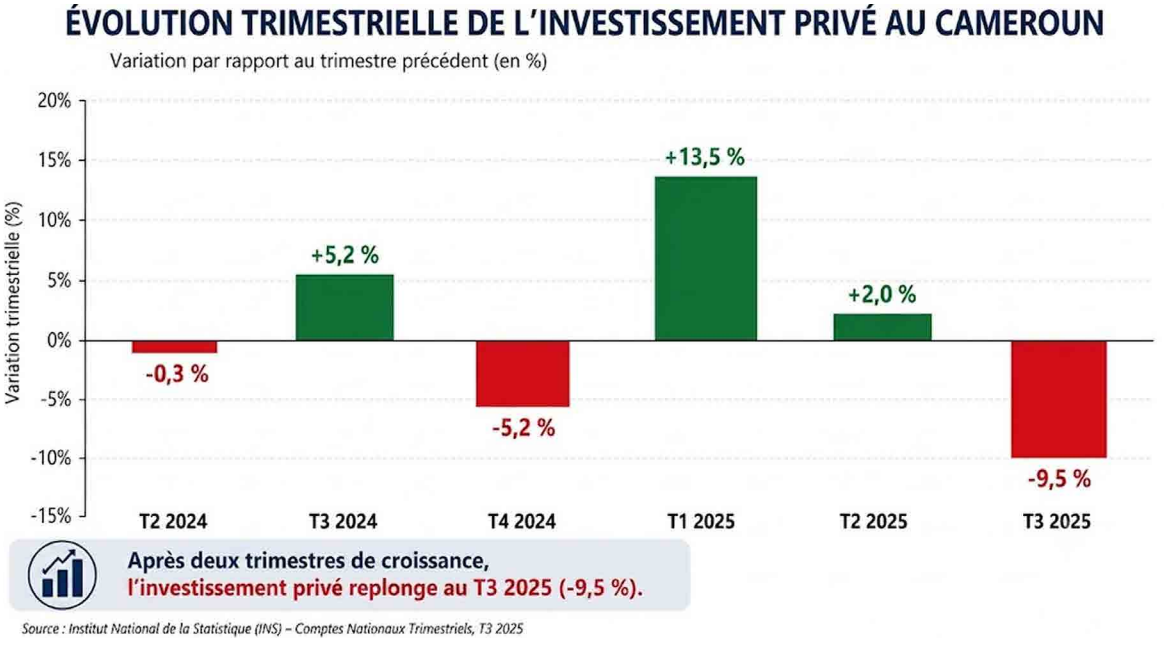
-9,5% : Le recul de l'investissement privé au troisième trimestre 2025

Selon les Comptes Nationaux Trimestriels publiés par l'INS, l'investissement privé a enregistré une baisse de 9,5% au troisième trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent, malgré une forte progression de l'investissement public (+28,2%). Cette contraction est principalement liée au recul des dépenses dans certains biens et services d'investissement, notamment le matériel de transport, l'ameublement et les services professionnels.

Au-delà de la statistique, ce chiffre constitue un signal d'alerte pour l'économie camerounaise. L'investissement privé demeure en effet le principal moteur du renouvellement des équipements, de l'innovation et de l'expansion des capacités productives. Son ralentissement intervient dans un contexte marqué par les tensions énergétiques, les difficultés d'accès au financement, l'alourdissement de certaines charges et un climat des affaires encore perfectible.

> **"Au-delà de la statistique, ce chiffre constitue un signal d'alerte pour l'économie camerounaise.**

Si la progression de l'investissement public contribue à soutenir l'activité à court terme, elle ne saurait durablement se substituer à l'investissement des entreprises. D'ailleurs, avec la contre-performance des investissements privés, la FBCF totale est en recul de 2,9% au cours du trimestre. La transformation structurelle de l'économie, objectif central de la SND30, dépend avant tout de la capacité du secteur privé à investir, produire et créer de la valeur. Dans cette perspective, la relance de la confiance des investisseurs apparaît comme l'un des principaux défis économiques des prochains mois.



Source : Institut National de la Statistique (INS) – Comptes Nationaux Trimestriels, T3 2025



INDUSTRIE DE DÉFENSE

Le Cameroun pose discrètement les fondations d'une nouvelle filière industrielle

Le 08 avril 2026, le Ministère de la Défense (MINDEF) a signé trois conventions de partenariat avec les entreprises SOTRABUS, Cameroon International Business (CIB) et Accenture Technologies. Derrière cette cérémonie relativement discrète se cache peut-être l'une des initiatives industrielles les plus intéressantes observées ces dernières années au Cameroun.

Les projets concernés portent respectivement sur la production de véhicules blindés tactiques, la mise en place d'une usine de fabrication de pièces mécaniques et l'installation d'une unité de production de casques et de gilets pare-balles. Pris isolément, chacun de ces projets peut sembler limité. Pris ensemble, ils dessinent les contours d'une ambition plus vaste : l'émergence progressive d'une industrie de défense nationale fondée sur les capacités du secteur privé camerounais.

UNE STRATÉGIE QUI NE DATE PAS D'HIER

L'initiative ne constitue pas un acte isolé. Dès 2022, le MINDEF avait mis en place un groupe de travail chargé de réfléchir au développement des capacités militaro-industrielles nationales. Dans le même temps, les autorités multipliaient les déclarations sur la nécessité de renforcer l'autonomie stratégique du pays en matière d'équipements de défense.

- Depuis lors, plusieurs jalons ont été posés. SOTRABUS a notamment fourni plusieurs vagues de bus destinés aux forces armées, dont quinze nouveaux véhicules réceptionnés en février 2024 après une première acquisition réalisée en 2022. L'entreprise a également assuré, à travers son Centre de Formation Professionnelle SOTRABUS (CFPS), la formation du personnel automobile du ministère.
- En septembre 2025, les armées inauguraient un atelier central de confection capable de produire entre 700 et 1 000 tenues par jour. D'autres projets sont également annoncés,

Le Cameroun pose discrètement les fondations d'une nouvelle filière industrielle

notamment une usine textile à Mengong et une unité de production de munitions à Garoua.

La convention signée avec SOTRABUS apparaît ainsi comme une nouvelle étape d'un processus engagé depuis plusieurs années plutôt qu'une initiative ponctuelle.

> **Dans cette seconde approche, l'objectif n'est plus uniquement d'acquérir un équipement au moindre coût, mais également de développer des compétences locales**

LE PARI DE LA COMMANDE PUBLIQUE PRODUCTIVE

Au-delà de sa dimension militaire, cette démarche soulève une question économique fondamentale : comment utiliser la commande publique pour stimuler l'industrialisation nationale ?

Dans de nombreux pays, les dépenses publiques ont joué un rôle déterminant dans l'émergence de filières industrielles stratégiques. L'industrie aéronautique américaine, les industries de défense turques, les secteurs électroniques coréens ou encore l'écosystème technologique israélien se sont en partie construits grâce à une demande publique capable d'offrir des débouchés stables aux entreprises nationales.

La logique est simple. Lorsqu'un État consacre des ressources importantes à l'acquisition de biens et services, il peut choisir de considérer ces dépenses comme de simples achats ou comme des instruments de développement économique.

Dans cette seconde approche, l'objectif n'est plus uniquement d'acquérir un équipement au moindre coût, mais également de développer des compétences locales, des capacités industrielles, des emplois qualifiés et des chaînes de sous-traitance nationales.

C'est précisément ce que semble rechercher le MINDEF à travers les conventions récemment signées.

POURQUOI SOTRABUS ?

Le choix de SOTRABUS n'est pas aussi surprenant qu'il pourrait paraître. Souvent réduite à son activité de montage de bus, l'entreprise a progressivement développé des compétences dans la fabrication de véhicules spéciaux, de citernes, de plateaux industriels et d'autres équipements roulants. Elle dispose également d'un dispositif de formation composé du Centre de Formation Professionnelle SOTRABUS (CFPS) et de l'Institut Supérieur des Technologies Appliquées SOTRABUS (ISTAS), qui contribuent à la formation de techniciens et d'ingénieurs dans plusieurs métiers industriels.

Sous cet angle, la transformation de véhicules tactiques blindés apparaît moins comme une rupture technologique que comme une diversification industrielle fondée sur des savoir-faire déjà existants. L'intérêt du projet réside ainsi surtout dans sa capacité à faire monter en compétence l'entreprise et son écosystème sur des activités à plus forte valeur ajoutée.

UNE OPPORTUNITÉ POUR L'INDUSTRIE CAMEROUNAISE

Les retombées potentielles dépassent largement le seul secteur de la défense. Une filière de production locale d'équipements militaires peut générer des débouchés pour la métallurgie, la mécanique industrielle, l'électronique embarquée, le textile technique, les équipements de protection individuelle ou encore les activités de maintenance spécialisée.

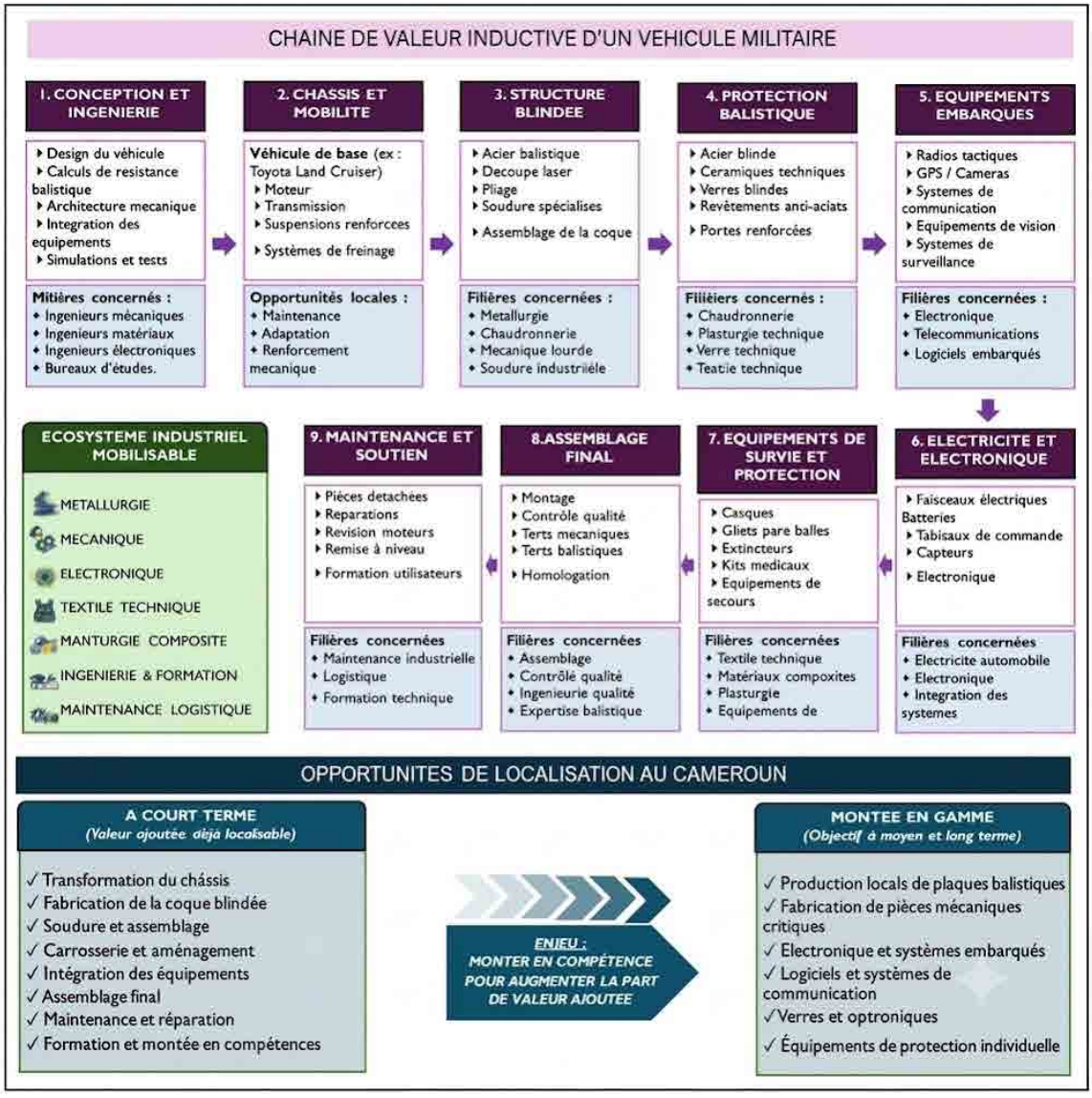
Elle peut également favoriser l'émergence de sous-traitants locaux, stimuler la demande de compétences techniques et renforcer la diffusion de technologies vers d'autres secteurs de l'économie.

Pour un pays engagé dans une stratégie d'import-substitution, l'enjeu est particulièrement important. Chaque équipement produit localement représente non seulement une économie potentielle de devises, mais aussi une opportunité de création de valeur ajoutée nationale.

DU « MADE IN CAMEROON » AU « DESIGNED AND MADE IN CAMEROON »

Les retombées potentielles dépassent largement le seul secteur de la défense. Une filière de production locale d'équipements militaires mobilise en réalité une chaîne de valeur industrielle particulièrement diversifiée, allant de la métallurgie à l'ingénierie en passant par la mécanique, l'électronique, le textile technique et les services spécialisés.

À court terme, plusieurs activités apparaissent déjà localisables au Cameroun. Il s'agit notamment de la transformation et de l'adaptation des châssis, de la fabrication des structures métalliques et des coques blindées, des travaux de soudure et d'assemblage, de la carrosserie industrielle, de l'intégration des équipements, de l'assemblage final des véhicules ainsi que des activités de maintenance, de réparation et de formation des personnels techniques. Ces segments pourraient générer des débouchés immédiats pour les entreprises de métallurgie, de mécanique générale, de chaudronnerie, d'électricité industrielle et de maintenance déjà présentes dans le tissu productif national.



Au-delà de ces premières étapes, l'enjeu est de remonter progressivement la chaîne de valeur vers des activités à plus forte intensité technologique. La production locale de plaques balistiques, de pièces mécaniques critiques, d'équipements de protection individuelle, de composants électroniques embarqués, de systèmes de communication sécurisés, de logiciels spécialisés ou encore de verres techniques constituerait une montée en gamme majeure pour l'industrie camerounaise.

Une telle dynamique favoriserait l'émergence d'un écosystème associant métallurgie, plasturgie, matériaux composites, textile technique, électronique, ingénierie, recherche appliquée et formation professionnelle. Elle stimulerait également l'apparition de sous-traitants locaux, renforcerait la demande de compétences techniques avancées et accélérerait la diffusion des innovations vers d'autres secteurs tels que les transports, les mines, l'énergie, la sécurité ou les infrastructures.

Pour un pays engagé dans une stratégie d'import-substitution, l'enjeu est considérable. Chaque équipement produit localement représente non seulement une économie potentielle de devises, mais également une opportunité de création de valeur ajoutée nationale, de montée en compétence industrielle et de consolidation de la souveraineté économique, voire sécuritaire

Le Cameroun pose discrètement les fondations d'une nouvelle filière industrielle

du pays.

La réussite de cette stratégie dépendra donc moins du nombre de blindés, de casques ou de pièces mécaniques produits que de la capacité des entreprises camerounaises à accroître progressivement leur part de valeur ajoutée dans ces équipements.

Autrement dit, le véritable défi consiste à passer du «Made in Cameroon» au «Designed and Made in Cameroon».

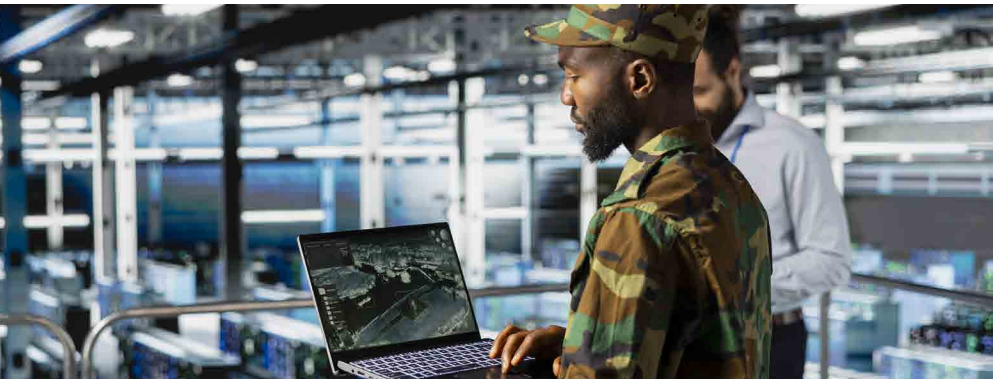
Si cet objectif est atteint, les conventions signées le 8 avril 2026 pourraient être regardées, dans quelques années, comme l'un des premiers jalons d'une véritable industrie de défense camerounaise. Et plus largement, comme la démonstration que la commande publique peut devenir un puissant levier d'industrialisation nationale.

UNE NÉCESSITÉ D'ALLER PLUS LOIN

Au-delà du secteur de la défense, cette expérience pose une question plus fondamentale pour la politique industrielle camerounaise : l'État utilise-t-il pleinement le pouvoir d'entraînement de sa commande publique ?

Chaque année, les administrations, collectivités territoriales, entreprises publiques et projets financés sur ressources publiques consacrent plusieurs centaines de milliards de F CFA à l'acquisition de véhicules, de mobilier (y compris de table bancs pour les salles de classes), d'équipements informatiques, de matériels médicaux, d'uniformes, de fournitures scolaires, de prestations intellectuelles ou encore de travaux de construction. Ces dépenses constituent potentiellement l'un des plus puissants leviers de soutien à la production locale.

> **« Au-delà du secteur de la défense, cette expérience pose une question plus fondamentale pour la politique industrielle camerounaise : l'État utilise-t-il pleinement le pouvoir d'entraînement de sa commande publique ?**



L'exemple du partenariat entre le MINDEF et SOTRABUS montre qu'une commande publique orientée vers le développement des capacités nationales peut contribuer à faire émerger des savoir-faire, des emplois qualifiés, des réseaux de sous-traitance et des filières industrielles entières. Rien n'interdit d'imaginer des démarches similaires, plus structurées, dans d'autres secteurs stratégiques tels que la santé, l'éducation, les transports, les équipements collectifs ou encore les technologies numériques.

Dans cette perspective, plusieurs évolutions mériteraient d'être examinées :

- La première consisterait à passer progressivement d'une préférence fondée sur la nationalité du fournisseur à une préférence centrée sur la nationalité du produit et sur la valeur ajoutée effectivement créée au Cameroun. Une telle approche permettrait de mieux valoriser les biens fabriqués localement, indépendamment de l'origine du capital de l'entreprise qui les produit.
- Une seconde piste consisterait à renforcer la visibilité offerte aux producteurs nationaux sur les besoins futurs de l'État, notamment à travers le développement d'une centrale d'achats ou de mécanismes de programmation consolidée des acquisitions publiques. Une meilleure prévisibilité des volumes et des spécifications techniques permettrait aux industriels d'investir avec davantage de confiance et de construire des capacités adaptées à la demande publique.
- Enfin, la question de la commande publique pourrait être davantage intégrée aux stratégies d'import-substitution et d'émergence des champions nationaux. Dans de nombreux pays, l'État a joué un rôle déterminant comme premier client, premier prescripteur et parfois premier investisseur des filières industrielles stratégiques.

Le véritable enseignement de l'expérience SOTRABUS dépasse ainsi la seule production de blindés. Il rappelle qu'en matière d'industrialisation, l'État n'est pas seulement un régulateur. Il est également un acheteur dont les choix peuvent contribuer à façonner durablement le tissu productif national.

FIN DES SUBVENTIONS AUX CARBURANTS

un coût certain aujourd'hui, un pari sur demain pour l'industrie camerounaise ?

Depuis plusieurs années, la réduction progressive des subventions aux carburants figure parmi les principales recommandations formulées par le Fonds Monétaire International dans le cadre de son accompagnement des finances publiques camerounaises.

Cette orientation a trouvé une traduction concrète dans les engagements budgétaires récents de l'État et dans les dispositions de la Loi de Finances 2026, qui confirment la poursuite du processus de libéralisation progressive des prix des produits pétroliers. Après plusieurs relèvements des prix à la pompe intervenus depuis 2023, l'année 2026 pourrait ainsi marquer une nouvelle étape vers un mécanisme de fixation automatique des prix davantage indexé sur les cours internationaux.

Pour les autorités publiques et les bailleurs de fonds, il s'agit d'une réforme structurelle nécessaire. Pour les ménages et les entreprises, elle suscite cependant de nombreuses interrogations quant à ses conséquences sur le coût de la vie, la compétitivité des activités économiques et la croissance.

Au-delà du débat technique, une question centrale se pose : la fin des subventions aux carburants constitue-t-elle une opportunité pour assainir durablement les finances publiques ou un risque supplémentaire pour un appareil productif déjà confronté à de multiples contraintes ?

La question reste de savoir si les gains attendus seront effectivement au rendez-vous et si leur coût économique et social immédiat ne risque pas d'être sous-estimé. D'ailleurs, le Gouvernement dispose-t-il des leviers pour contenir ces risques ?

1- UNE RÉFORME LARGEMENT PORTÉE PAR LES EXIGENCES DE SOUTENABILITÉ BUDGÉTAIRE

Depuis plusieurs années, les institutions financières internationales plaident en faveur d'une réduction progressive des subventions aux carburants dans de nombreux pays en développement. Leur argumentation repose sur un constat simple : ces mécanismes représentent



Un coût certain aujourd'hui, un pari sur demain pour l'industrie camerounaise ?

une charge budgétaire importante dont les bénéfices économiques et sociaux seraient souvent inférieurs à leur coût.

Au Cameroun, cette question a pris une importance particulière à la suite de l'envolée des cours internationaux du pétrole observée en 2022 dans le contexte de la crise énergétique mondiale. Cette année-là, le coût des subventions aux carburants a atteint près de 700 milliards de FCFA, un montant supérieur aux budgets annuels cumulés de plusieurs ministères stratégiques et qui a fortement pesé sur les finances publiques.

Or, les récentes tensions géopolitiques au Moyen-Orient et la remontée des cours du brut qui les accompagne ravivent les inquiétudes quant à la soutenabilité de ce mécanisme. Elles rappellent surtout la vulnérabilité du budget de l'État face aux fluctuations des marchés pétroliers internationaux et renforcent la pression exercée sur les autorités pour accélérer les réformes convenues avec le Fonds Monétaire International, notamment en matière de réduction progressive des subventions énergétiques.

Dans un contexte marqué par l'augmentation de la dette publique, l'accumulation des besoins d'investissement, les tensions de trésorerie de l'État et la nécessité de préserver les équilibres macroéconomiques, le maintien durable d'un tel niveau de soutien apparaît de plus en plus difficile à soutenir.

En théorie, la réduction voire suppression des subventions vise donc à dégager des marges budgétaires susceptibles d'être réorientées vers des investissements jugés plus productifs : infrastructures, énergie, éducation, santé ou protection sociale et… bien évidemment le règlement de la dette extérieure. Dans les faits, rien ne garantit que l'intégralité des économies réalisées soit réaffectée à des investissements productifs. Une partie sera mobilisée pour répondre aux contraintes de trésorerie de l'État, au service de la dette ou à d'autres engagements budgétaires prioritaires.

Conscientes des risques économiques et sociaux associés à cette réforme, les autorités indiquent vouloir accompagner la transition par un ensemble de mesures d'atténuation. Au cœur du dispositif figure la mise en place progressive d'un mécanisme automatique de fixation des prix à la pompe, davantage indexé sur l'évolution des cours internationaux du pétrole. L'objectif affiché est de renforcer la transparence du système et d'offrir aux ménages comme aux entreprises une meilleure visibilité sur l'évolution future des prix de l'énergie.

> **« En théorie, la réduction voire suppression des subventions vise donc à dégager des marges budgétaires susceptibles d'être réorientées vers des investissements jugés plus productifs**

Parallèlement, le gouvernement étudie la mise en œuvre de dispositifs de compensation ciblés destinés aux populations les plus vulnérables afin de limiter les effets de la réforme sur le pouvoir d'achat. Toute la difficulté consistera cependant à concilier soutenabilité budgétaire, acceptabilité sociale et efficacité des mécanismes de protection envisagés, dans un contexte où la hausse des coûts de transport et de l'énergie va inévitablement alimenter des tensions inflationnistes supplémentaires.

2- POUR LES INDUSTRIELS, LA FACTURE POURRAIT ÊTRE LOURDE

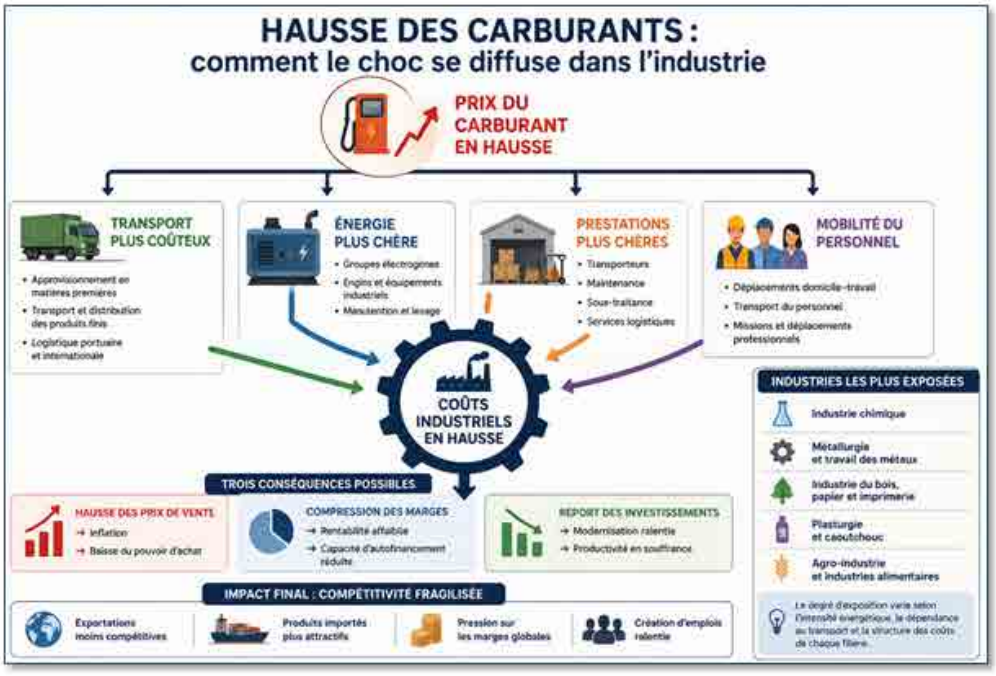
Pour les industriels, la suppression annoncée des subventions et le relèvement quasi inévitable des prix des carburants à la pompe revêtent une importance particulière. Le carburant ne constitue pas seulement un poste de consommation directe ; il est un intrant stratégique qui irrigue l'ensemble de la chaîne de valeur industrielle.

Dans un contexte marqué par les difficultés persistantes d'approvisionnement en énergie électrique, de nombreuses unités de production ont été contraintes d'investir dans des groupes électrogènes afin de sécuriser leur activité. Toute augmentation du prix du gasoil se répercute donc directement sur les coûts de production. Lors du précédent ajustement intervenu en février 2024, les premières estimations réalisées par les organisations professionnelles faisaient apparaître qu'une hausse de 15% du prix des carburants devait se traduire par une augmentation des charges totales de l'ordre de 2% pour les industries, avec toutefois de fortes disparités selon les secteurs.

Les filières les plus exposées sont généralement celles dont les procédés reposent fortement sur l'énergie ou le transport : industrie chimique, métallurgie, industrie du bois, papier et imprimerie, plasturgie ou encore certaines activités agro-industrielles. D'autres secteurs, moins énergivores, sont relativement moins affectés mais demeurent exposés aux effets indirects de la hausse des coûts.

Au-delà de la consommation directe de carburant, l'impact se diffuse rapidement à l'ensemble de l'économie. Les dépenses liées au transport des marchandises, à la distribution

des produits finis, aux déplacements du personnel ou encore aux prestations de services connaissent généralement des revalorisations quasi automatiques. À titre d'illustration, à la suite de l'augmentation des prix à la pompe de février 2024, les tarifs du transport urbain et interurbain avaient été relevés de 14 à 17%, tandis que plusieurs organisations professionnelles de transporteurs avaient procédé à une actualisation de leurs barèmes sur les principaux corridors régionaux.



À ces effets directs s'ajoute une conséquence souvent sous-estimée : la contraction du pouvoir d'achat des ménages. En renchérissant les coûts de transport et les dépenses contraintes des consommateurs, une hausse durable des prix des carburants réduit la demande adressée aux entreprises et peut peser sur les volumes de vente. Les industriels se retrouvent alors confrontés à une double contrainte : une augmentation de leurs coûts de production et une demande potentiellement moins dynamique.

La situation est d'autant plus délicate que les entreprises ne disposent pas toujours de la capacité de répercuter intégralement ces surcoûts sur leurs prix de vente. La concurrence des produits importés, la faiblesse du pouvoir d'achat et certaines contraintes réglementaires limitent souvent les marges de manœuvre disponibles. Pour de nombreuses industries, l'effet immédiat de la réforme pourrait donc se traduire par une nouvelle compression des marges dans un environnement économique déjà fortement sous tension.

La question est d'autant plus sensible que cette réforme intervient dans un environnement déjà marqué par plusieurs facteurs de fragilité. Les tensions énergétiques observées depuis plusieurs mois, les difficultés d'accès au financement, l'augmentation des coûts de transport, la concurrence des produits importés et la faible progression de la demande intérieure constituent autant de contraintes qui pèsent sur la compétitivité de l'appareil productif.

Dans ce contexte, une hausse des prix des carburants n'apparaîtra pas comme une mesure isolée, mais comme une charge additionnelle venant s'ajouter à d'autres difficultés déjà largement documentées par les entreprises. Le risque existe alors de voir une partie des gains budgétaires réalisés par l'État se traduire simultanément par une détérioration de la compétitivité des activités productives, particulièrement dans les secteurs fortement dépendants du transport routier ou de l'autoproduction d'électricité.

3. LES SUBVENTIONS SONT-ELLES RÉELLEMENT LA DÉPENSE PUBLIQUE LA MOINS EFFICACE ?

L'un des principaux arguments avancés par les institutions financières internationales en faveur de la suppression des subventions aux carburants repose sur leur caractère peu ciblé. Parce qu'elles bénéficient indistinctement à l'ensemble des consommateurs, elles profiteraient également aux ménages les plus aisés, aux entreprises fortement consommatrices d'énergie et aux catégories de population qui n'ont pas nécessairement besoin d'un soutien public.

Cet argument est économiquement fondé, mais mérite d'être nuancé. Les subventions aux carburants présentent en effet une caractéristique

FIN DES SUBVENTIONS AUX CARBURANTS

Un coût certain aujourd'hui, un pari sur demain pour l'industrie camerounaise ?



rarement mise en avant dans le débat public : elles constituent l'un des rares mécanismes dont les effets se diffusent immédiatement à l'ensemble de l'économie. En contribuant à contenir les coûts de transport, elles influencent directement les prix des denrées alimentaires, les frais de déplacement, les coûts logistiques et, plus généralement, le niveau des prix supportés par les ménages et les entreprises.

Autrement dit, même si elles profitent également aux catégories les plus favorisées, elles bénéficient aussi à l'ensemble des populations les plus modestes, y compris celles qui ne disposent d'aucun accès direct aux autres formes de soutien public. Peu de dépenses budgétaires peuvent revendiquer une telle couverture.

À l'inverse, les mécanismes de compensation ciblée souvent proposés en remplacement supposent l'existence de systèmes performants d'identification des bénéficiaires, de distribution des aides et de contrôle des opérations. Or, dans de nombreux pays en développement et au Cameroun particulièrement, ces dispositifs se heurtent à des difficultés récurrentes de ciblage, de couverture et surtout de gouvernance. Les erreurs d'identification, les exclusions involontaires ou les détournements réduisent significativement leur efficacité réelle.

> **À l'inverse, les mécanismes de compensation ciblée souvent proposés en remplacement supposent l'existence de systèmes performants d'identification des bénéficiaires, de distribution des aides et de contrôle des opérations.**

La véritable question n'est donc pas seulement de savoir si les subventions profitent aussi aux ménages aisés. Elle consiste également à déterminer si les ressources qui leur seront substituées permettront effectivement d'atteindre les populations vulnérables avec une efficacité supérieure.

En réalité, la comparaison ne devrait pas opposer une mauvaise dépense à une bonne dépense, mais une dépense existante à une dépense alternative. Toute la difficulté consiste à démontrer que chaque franc économisé sur les subventions produira davantage de bien-être collectif, davantage de compétitivité et davantage d'impact social que le mécanisme qu'il remplace.

Dans un contexte marqué par des défis persistants de gouvernance publique et de capacité administrative, cette démonstration reste encore

à faire. C'est pourquoi le débat sur les subventions aux carburants ne peut être réduit à une simple question budgétaire : il renvoie plus largement à la capacité de l'État à transformer une aide universelle, certes imparfaite, en politiques publiques plus efficaces, plus transparentes et mieux ciblées.

4. UNE OPPORTUNITÉ À CONDITION DE TRANSFORMER LES ÉCONOMIES EN INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS

Si les risques associés à la suppression progressive des subventions sont réels, les défenseurs de la réforme soulignent qu'elle peut également constituer une opportunité pour l'économie nationale. Tout dépendra, en réalité, de l'usage qui sera fait des ressources ainsi dégagées.

Les subventions aux carburants ont pour principal avantage d'atténuer le coût de la vie et de soutenir le pouvoir d'achat. Elles n'en demeurent pas moins des dépenses de consommation. Elles permettent de soulager temporairement les acteurs économiques sans nécessairement créer de nouvelles capacités productives ou améliorer durablement la compétitivité du pays.

À l'inverse, les montants mobilisés au titre des subventions représentent des ressources considérables qui pourraient être réorientées vers des investissements à fort impact économique. À titre d'illustration, les près de 700 milliards de FCFA consacrés aux subventions en 2022 représentent davantage que le coût de plusieurs grands projets structurants réunis dans les domaines de l'énergie, des transports ou de l'aménagement industriel.

Sous cet angle, la véritable question n'est pas tant celle de la suppression des subventions que celle de l'affectation des économies réalisées. Si celles-ci permettent d'accélérer le développement des infrastructures énergétiques, de renforcer les capacités de transport et de logistique, de moderniser les corridors économiques ou encore de soutenir les investissements productifs privés, les gains de compétitivité obtenus pourraient à terme compenser largement les surcoûts immédiats supportés par les entreprises.

Cette question revêt une importance particulière pour les industriels camerounais. Les entreprises supportent aujourd'hui des coûts structurels élevés liés à l'énergie, au transport, aux délais logistiques ou encore à l'insuffisance de certaines infrastructures économiques. Toute réforme qui permettrait de réduire durablement ces handicaps constituerait un levier puissant de compétitivité.

Pour les industriels, l'équation est finalement assez simple : accepter une augmentation immédiate des coûts n'est envisageable que si elle s'accompagne, à moyen terme, d'une baisse des coûts structurels qui pénalisent aujourd'hui la production locale. En d'autres termes, les entreprises peuvent consentir à un effort à court terme à condition que celui-ci se traduise demain par une énergie plus fiable, des infrastructures plus performantes et un environnement des affaires plus compétitif.

L'enjeu dépasse donc largement la seule question des prix à la pompe. Il touche à la capacité de l'État à transformer un sacrifice collectif immédiat en gains durables de productivité, de croissance et d'industrialisation. C'est sur ce terrain que sera, en définitive, jugée la pertinence économique de la réforme.

5. MENACE RÉELLE IMMÉDIATE EN CONTREPARTIE D'UNE OPPORTUNITÉ POTENTIELLE À MOYEN TERME ?

Au terme de l'analyse, la suppression des subventions aux carburants apparaît à la fois comme une menace à court terme et comme une opportunité potentielle à moyen et long terme.

La menace est immédiate et tangible. Dans un contexte déjà marqué par les tensions énergétiques, les difficultés d'accès au financement, la hausse des coûts logistiques et la concurrence croissante des importations, un renchérissement des carburants va alourdir davantage les charges des entreprises. Pour de nombreux industriels, notamment ceux fortement dépendants du transport routier ou du recours aux groupes électrogènes, l'impact sur les coûts de production et les marges bénéficiaires sera significatif.

L'opportunité, quant à elle, demeure conditionnelle. Elle repose sur l'hypothèse que les ressources ainsi économisées seront effectivement réorientées vers des investissements capables de lever les principaux freins à la compétitivité de l'économie camerounaise : infrastructures de transport, énergie, logistique, aménagement industriel, financement de l'investissement productif ou encore renforcement du capital humain.

C'est précisément sur ce point que se situe le véritable arbitrage. Faut-il conserver un bénéfice immédiat, visible et relativement certain à travers des carburants artificiellement moins chers ? Ou faut-il accepter un coût supplémentaire aujourd'hui en pariant sur une utilisation plus efficace des ressources publiques demain ?

La réponse dépend moins des principes économiques que de la confiance accordée à la capacité de l'État à transformer les économies réalisées en gains réels de compétitivité.

Car au fond, la suppression des subventions ne crée pas automatiquement de la croissance. Elle ne fait que libérer des ressources. Tout l'enjeu consiste ensuite à savoir si ces ressources seront mieux utilisées que celles qu'elles rem-

Un coût certain aujourd'hui, un pari sur demain pour l'industrie camerounaise ?

placent.

Pour l'industrie camerounaise, la prudence s'impose donc. Les arguments en faveur de la réforme sont réels et les contraintes budgétaires de l'État difficilement contestables. Mais les entreprises sont également en droit d'attendre que les efforts qui leur sont demandés s'accompagnent d'engagements crédibles et mesurables en matière d'amélioration de l'environnement des affaires ainsi que de mesures d'accompagnement destinées à préserver leur compétitivité durant la phase de transition.

> **"Pour l'industrie camerounaise, la prudence s'impose donc. Les arguments en faveur de la réforme sont réels et les contraintes budgétaires de l'État difficilement contestables.**

Dans cette perspective, la suppression des subventions ne devrait pas être considérée comme une fin en soi, mais comme un contrat économique. Les industriels acceptent un renchérissement immédiat de leurs coûts ; en contrepartie, l'État doit démontrer que les ressources ainsi dégagées permettront effectivement de réduire les handicaps structurels qui pénalisent la production locale et mettre en œuvre des mesures susceptibles d'atténuer les effets immédiats de la réforme sur l'activité productive.

Quelles mesures d'accompagnement pour préserver la compétitivité des industries ?

Si la suppression des subventions aux carburants semble inévitable, le Syndustricam proposes les mesures suivantes afin d'en limiter l'impact sur les industries et de soutenir la compétitivité de l'appareil productif national.

1. Alléger la pression fiscale sur l'investissement et la production

- Ramener le taux de l'Impôt sur les Sociétés (CAC inclus) de 33% à 27,5% pour les entreprises industrielles ;
- Adopter un minimum de perception au taux de 1,1%, plafonné à 50 millions de FCFA ;
- Fixer l'acompte mensuel d'IS à 1/12 de l'impôt dû au titre de l'exercice précédent ;
- Uniformiser à 1% l'ensemble des précomptes et acomptes retenus à la source applicables aux industries.

2. Réduire le coût de l'énergie productive

- Mettre en place un tarif énergétique préférentiel pour les entreprises fortement exposées à la concurrence internationale ;
- Faciliter les investissements privés dans l'autoproduction et les énergies renouvelables.

3. Agir sur les coûts logistiques

- Réduire les coûts et délais portuaires ;
- Développer des plateformes logistiques et des zones industrielles mieux connectées aux infrastructures de transport.

4. Faciliter l'accès au financement

- Renforcer les mécanismes de refinancement de l'investissement productif ;
- Développer des lignes de crédit dédiées à la modernisation énergétique et logistique des entreprises ;
- Réduire le coût du financement de long terme pour les investissements industriels.

5.Préserver la demande intérieure

- Accompagner les ménages les plus vulnérables afin de limiter l'érosion du pouvoir d'achat ;
- Soutenir les secteurs les plus exposés aux effets inflationnistes de la hausse des carburants ;
- Réserver une part minimale des achats publics aux biens produits localement afin de soutenir la demande adressée aux industries nationales durant la période de transition ;
- Renforcer les mécanismes de promotion de la consommation locale.

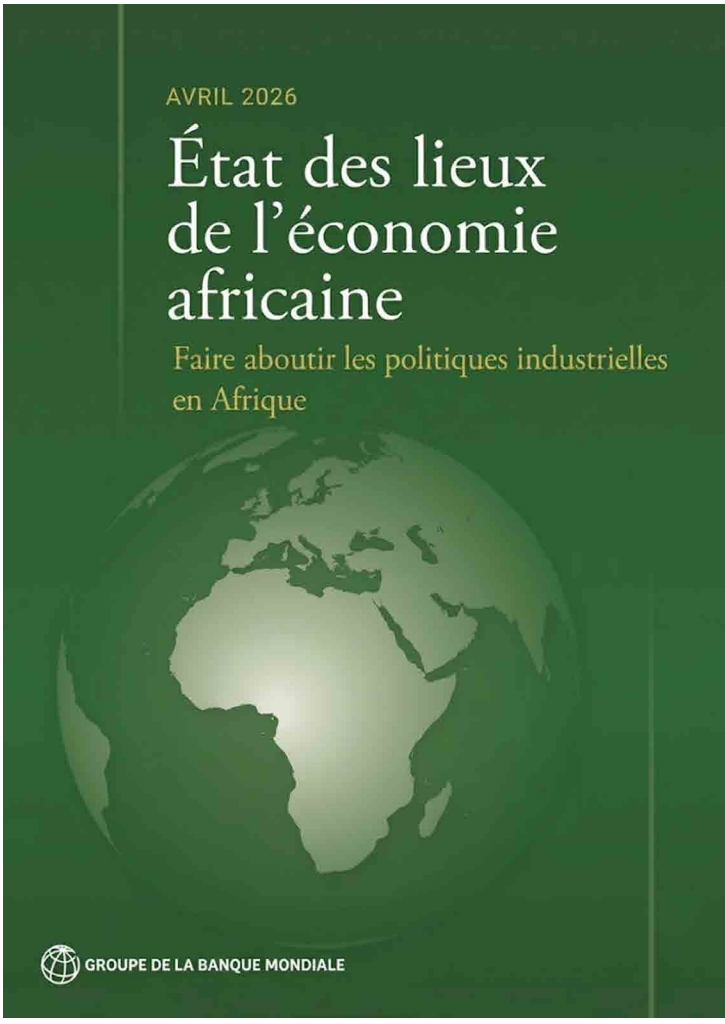
6. Instaurer un mécanisme de suivi de la réforme

- Évaluer périodiquement l'impact de la suppression des subventions sur les coûts de production ;
- Mesurer les économies budgétaires effectivement réalisées ;
- Assurer la traçabilité de l'affectation des ressources dégagées vers les investissements productifs.

POLITIQUE INDUSTRIELLE

La Banque mondiale réhabilite une idée longtemps contestée

Depuis plusieurs années, la réduction progressive des subventions aux carburants figure parmi les principales recommandations formulées par le Fonds Monétaire International dans le cadre de son accompagnement des finances publiques camerounaises.



L'actualité de ce mois d'avril 2026 est marquée par la publication du rapport de la Banque mondiale sur les perspectives économiques de l'Afrique subsaharienne. Celui-ci dépasse largement le simple exercice de conjoncture. Au-delà de son analyse de la croissance, de l'endettement et des conséquences économiques du conflit au Moyen-Orient, l'institution consacre une réflexion approfondie à l'un des grands débats du développement : le rôle des politiques industrielles dans la transformation économique du continent.

Cette édition du Bulletin revient sur trois enseignements majeurs du rapport : le paradoxe d'une Afrique qui progresse mais demeure en deçà de son potentiel, les multiples canaux par lesquels les tensions géopolitiques affectent les économies africaines, et surtout l'évolution significative de la doctrine de la Banque mondiale qui reconnaît désormais la nécessité de politiques industrielles pragmatiques fondées sur la construction d'écosystèmes compétitifs.

I- UN CONSTAT MACRO-ÉCONOMIQUE QUI INTERPELLE : L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE TROTTINE QUAND ELLE DEVRAIT GALOPER

La première partie du Rapport de la banque Mondiale est consacrée à l'analyse de la situation et des perspectives macro-économique des pays de l'Afrique subsaharienne. A ce sujet, Banque dresse un constat préoccupant derrière des signaux encourageants. De fait, la sous-région poursuit sa reprise économique, avec une croissance attendue à 4,1% en 2026, un niveau identique à celui de 2025. Cette performance traduit une certaine résilience après les chocs successifs des dernières années, mais elle demeure largement insuffisante au regard des défis du continent.

La consommation des ménages, l'investissement et la bonne tenue de certains produits d'exportation comme le cacao, le café ou les métaux précieux soutiennent l'activité économique. Dans le même temps, plusieurs pays poursuivent leurs efforts d'assainissement budgétaire, avec des déficits primaires désormais proches de l'équilibre.

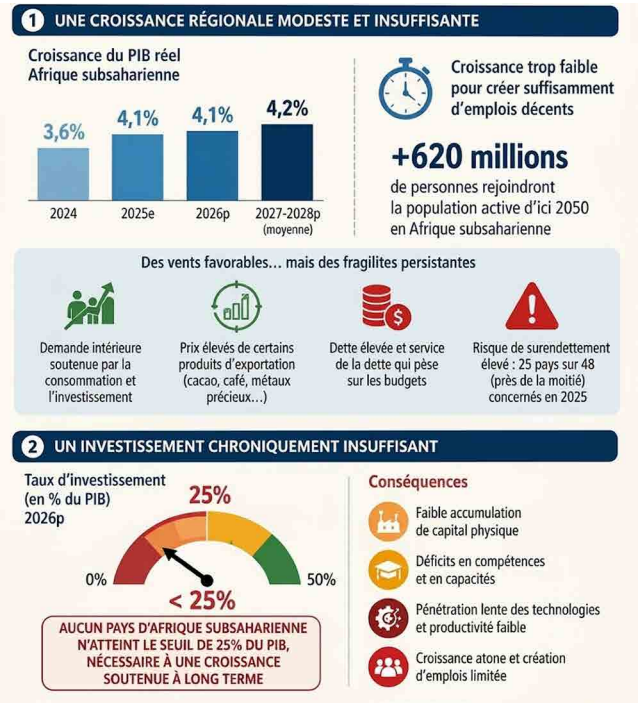
Mais derrière ces signaux encourageants, de nombreuses zones d'ombre se dissimulent. La dette publique continue de peser lourdement sur les finances publiques. Dans près de quatre pays africains sur cinq, les paiements d'intérêts absorbent désormais davantage de ressources que les dépenses consacrées à la santé ou à l'éducation. Près de la moitié des pays de la région demeu-

La Banque mondiale réhabilite une idée longtemps contestée

rent par ailleurs exposés à un risque élevé de surendettement.

Surtout, la croissance actuelle ne permet ni de réduire significativement la pauvreté ni de créer les emplois nécessaires à l'arrivée massive de nouveaux actifs sur le marché du travail. D'ici 2050, plus de 620 millions de personnes supplémentaires rejoindront la population active africaine. Or, la majorité des nouveaux emplois créés aujourd'hui restent concentrés dans le secteur informel, caractérisé par une faible productivité et des revenus limités.

> **"La consommation des ménages, l'investissement et la bonne tenue de certains produits d'exportation comme le cacao, le café ou les métaux précieux soutiennent l'activité économique.**



Pour la Banque mondiale, le principal verrou demeure l'insuffisance chronique de l'investissement. Aucun pays d'Afrique subsaharienne n'atteint actuellement le seuil de 25% du PIB consacré à l'investissement, généralement considéré comme le minimum nécessaire pour soutenir une croissance forte et durable. À cette faiblesse du capital physique s'ajoutent des déficits persistants en infrastructures, en compétences, en innovation et en diffusion des technologies. Au final, l'activité économique reste concentrée sur des activités à faible valeur ajoutée, les matières premières brutes représentant toujours la majorité des exportations vers d'autres régions. Parallèlement, la lenteur de l'adoption et de la diffusion des technologies existantes au sein des processus de production continue d'entraver la croissance de la productivité.

Autrement dit, l'Afrique ne recule plus, mais elle n'avance pas encore assez vite. Elle progresse, mais sans véritable changement d'échelle. Une situation que la Banque mondiale résume implicitement par un constat simple : le continent trottine alors qu'il devrait galoper. C'est précisément cette incapacité à accélérer la transformation productive qui explique le retour en grâce des politiques industrielles dans le débat sur le développement africain.

2- CONFLIT AU MOYEN-ORIENT : DES RÉPERCUSSIONS MULTIPLES... MAIS AUSSI QUELQUES OPPORTUNITÉS INATTENDUES

Le rapport de la Banque mondiale analyse particulièrement les répercussions de la guerre qui secoue le Moyen-Orient depuis plusieurs mois sur les économies de l'Afrique subsaharienne. L'institution relève qu'elle agit comme un choc économique externe dont les effets se propagent à travers plusieurs canaux : commerce, investissements, financement et main-d'œuvre.

Si l'intensité de ces effets varie selon les pays, aucun n'échappe totalement aux conséquences d'une région qui concentre une part importante de la production énergétique mondiale et constitue un partenaire commercial et financier de premier plan pour le continent.

2.1. LE COMMERCE : LE CANAL DE TRANSMISSION LE PLUS IMMÉDIAT

Pour les entreprises africaines, et particulièrement les industries, les premières conséquences se manifestent à travers la hausse des prix de l'énergie, des engrais et du transport maritime.

Le détroit d'Ormuz assure habituellement le transit de près de 38% du pétrole transporté par voie maritime dans le monde. Les perturbations observées ont provoqué une flambée des cours du pétrole et du gaz, entraînant une augmentation des coûts de production, de logistique et de transport.

Pour les industries camerounaises, les secteurs les plus exposés sont :
- l'agroalimentaire ;

Derrière les moyennes africaines, des écarts de performance considérables et une zone CEMAC vraiment à la traîne

L'une des principales leçons du rapport de la Banque mondiale est que l'Afrique subsaharienne ne constitue pas un bloc homogène. Derrière une croissance régionale moyenne de 4,1%, les trajectoires nationales et sous-régionales divergent fortement.

Certes, l'ensemble du continent a subi les conséquences de la fin du supercycle des matières premières en 2014, puis les effets de la pandémie de Covid-19, des tensions géopolitiques et du durcissement des conditions financières internationales. Mais tous les pays ne se sont pas relevés au même rythme.

Ainsi, alors que l'UEMOA devrait afficher en 2026 un revenu réel par habitant supérieur de 36% à son niveau de 2014, et que la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) enregistrerait un gain de près de 25%, la CEMAC demeure la seule grande sous-région du continent dont le revenu par habitant resterait inférieur à son niveau d'il y a douze ans, avec un recul estimé à près de 15%.

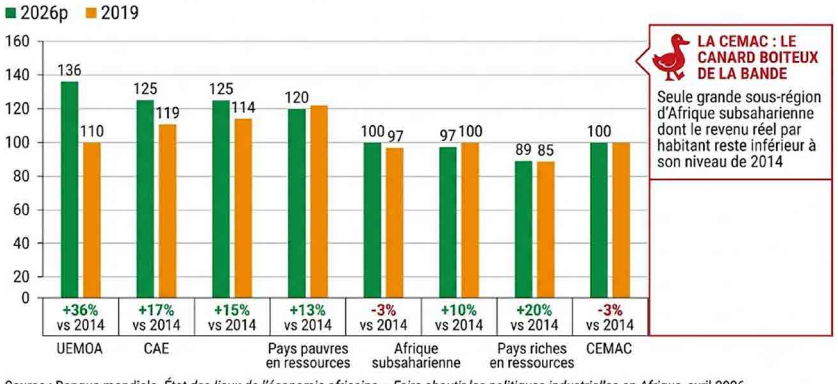
Le contraste est tout aussi frappant en matière de croissance. La Communauté de l'Afrique de l'Est continue de s'imposer comme le principal moteur économique du continent avec des taux proches de 6%, tandis que l'Afrique centrale reste enfermée dans une croissance plus faible, fortement dépendante des hydrocarbures et des matières premières.

Les exportations illustrent également cette divergence. Entre 2023 et 2025, l'Afrique de l'Est a été le principal contributeur à la progression des exportations africaines, portée notamment par l'Éthiopie, le Kenya et l'Ouganda. À l'inverse, l'Afrique centrale a enregistré les performances commerciales les plus modestes parmi les grandes sous-régions du continent.

La Banque mondiale souligne par ailleurs que les pays pauvres en ressources naturelles affichent désormais de meilleures performances que les économies riches en pétrole ou en ressources extractives. Ces dernières continuent de payer le prix de leur forte dépendance aux matières premières et de la faiblesse de leur diversification productive.

Le message est sans ambiguïté : si l'Afrique subsaharienne dans son ensemble avance trop lentement, l'Afrique centrale apparaît comme le principal foyer de sous-performance économique du continent. Dans une région déjà confrontée à une croissance insuffisante pour absorber sa dynamique démographique, la faiblesse persistante des investissements, de la productivité et de la diversification économique constitue désormais un véritable risque de décrochage.

Indice du PIB réel par habitant (2014 = 100)



Source : Banque mondiale, *État des lieux de l'économie africaine – Faire aboutir les politiques industrielles en Afrique*, avril 2026.
Remarque : CAE = Communauté de l'Afrique de l'Est ; UEMOA = Union économique et monétaire ouest-africaine ; CEMAC = Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale.

- les matériaux de construction ;
- la chimie ;
- la métallurgie ;
- les industries fortement dépendantes du transport routier.

La hausse des prix des engrais constitue également une menace indirecte pour l'industrie agroalimentaire en renchérissant les coûts de production agricole et les matières premières locales.

2.2. LES INVESTISSEMENTS : UN RISQUE

La Banque mondiale réhabilite une idée longtemps contestée

DE RALENTISSEMENT DES CAPITAUX DU GOLFE

Depuis plusieurs années, les pays du Golfe sont devenus des investisseurs majeurs en Afrique. Entre 2022 et 2023, les Émirats arabes unis, l'Arabie Saoudite et le Qatar ont engagé plus de 100 milliards de dollars dans des projets africains touchant notamment :
- les infrastructures ;
- les ports ;
- les mines ;
- l'énergie ;
- l'agro-industrie ;
-la logistique.

Dans un contexte de guerre prolongée, une partie de ces capitaux pourrait être redéployée vers les priorités nationales des pays concernés, retardant certains projets africains. Pour les pays comme le Cameroun qui comptent sur les investissements étrangers pour financer leurs infrastructures et développer leurs chaînes de valeur industrielles (Exemple de la zone industrielle Bois de Bertoua pour laquelle des Accords étaient en cours avec un fonds émiratie), ce risque mérite une attention particulière.

2.3. LE FINANCEMENT : UNE PRESSION ACCRUE SUR LES ÉCONOMIES FRAGILES

Les périodes d'incertitude géopolitique provoquent généralement une fuite des capitaux vers les actifs considérés comme les plus sûrs. Cette situation peut entraîner :
- une dépréciation des monnaies africaines ;
- un renchérissement du coût du crédit ;
- une augmentation des primes de risque ;
- des difficultés accrues d'accès au financement.

Pour les entreprises industrielles déjà confrontées à des taux d'intérêt élevés et à un accès limité au crédit, cette évolution pourrait freiner davantage les investissements productifs.

2.4. LA MAIN-D'ŒUVRE : LE RISQUE SILENCIEUX

Le Moyen-Orient accueille plusieurs millions de travailleurs africains dont les transferts financiers constituent une source essentielle de revenus pour de nombreuses familles. Le ralentissement de l'activité économique dans les pays du Golfe affecte :
- les transferts de fonds ;
- les perspectives d'emploi des migrants ;
- la consommation intérieure dans plusieurs pays africains.

Même si cet effet reste relativement indirect pour le Cameroun, il pourrait peser sur certains partenaires commerciaux du continent.

> **Dans un contexte de guerre prolongée, une partie de ces capitaux pourrait être redéployée vers les priorités nationales des pays concernés, retardant certains projets africains.**

2.5. UNE OPPORTUNITÉ INATTENDUE : LE FRET AÉRIEN AFRICAIN GAGNE DU TERRAIN



Toutes les conséquences du conflit ne sont cependant pas négatives. Les perturbations observées sur plusieurs grandes plateformes logistiques du Moyen-Orient ont entraîné un report partiel des flux vers d'autres hubs internationaux.

Selon les données récentes du transport aérien, les compagnies africaines ont enregistré une progression de plus de 20% de leur activité fret au début de l'année 2026, soit près du double de la moyenne mondiale. Des plateformes comme Addis-Abeba, Nairobi ou Johannesburg bénéficient directement de cette réorganisation des flux logistiques internationaux.

Même si cette dynamique reste encore conjoncturelle, elle rappelle l'importance stratégique des infrastructures de transport et de logistique dans la compétition économique mondiale

Au final, le conflit au Moyen-Orient agit comme un révélateur de vulnérabilités structurelles : dépendance énergétique, faiblesse logistique, exposition aux capitaux étrangers et contraintes budgétaires.

Même s'il met également en lumière certaines opportunités liées à la reconfiguration des chaînes d'approvisionnement mondiales, l'enjeu pour les industriels n'est donc pas seulement de résister au choc, mais aussi de saisir les espaces de repositionnement qu'il pourrait ouvrir dans le commerce, la logistique et les chaînes de valeur régionales.

3- DES INSTRUMENTS AUX ÉCOSYSTÈMES : LA NOUVELLE DOCTRINE INDUSTRIELLE DE LA BANQUE MONDIALE

La Banque consacre la thématique principale de son rapport à l'essor des politiques industrielles en Afrique. Sans abandonner les principes de marché, l'institution reconnaît désormais explicitement que la transformation structurelle de l'Afrique nécessitera des politiques industrielles assumées, intelligentes et adaptées aux réalités de chaque pays.

Cette évolution n'est pas anodine. Elle traduit un constat simple : malgré les réformes engagées depuis plusieurs décennies, la croissance africaine demeure insuffisante pour créer les millions d'emplois dont le continent aura besoin au cours des prochaines décennies.

CONSTAT 1 : L'ERREUR DES POLITIQUES INDUSTRIELLES AFRICAINES : VOULOIR CONSTRUIRE DES USINES SANS CONSTRUIRE LES FONDATIONS

L'un des messages les plus puissants du rapport est que le problème de l'Afrique ne réside pas tant dans le choix des secteurs prioritaires que dans la faiblesse des écosystèmes qui doivent permettre à ces secteurs de prospérer.

La Banque mondiale observe que de nombreux pays africains disposent déjà de stratégies industrielles ambitieuses. Les plans de développement identifient régulièrement des filières prioritaires : agro-industrie, textile, transformation minière, numérique, pharmacie ou encore énergies renouvelables. Pourtant, les résultats demeurent souvent décevants en matière de diversification économique, de productivité ou d'exportations.

La raison est simple : on tente parfois de développer des industries dans des environnements où l'électricité reste instable, où les infrastructures logistiques sont insuffisantes, où les compétences techniques sont rares, où le financement de long terme demeure inaccessible et où les systèmes de certification de la qualité sont embryonnaires.

Pour la Banque mondiale, la véritable politique industrielle commence donc par la construction de ces fondations :

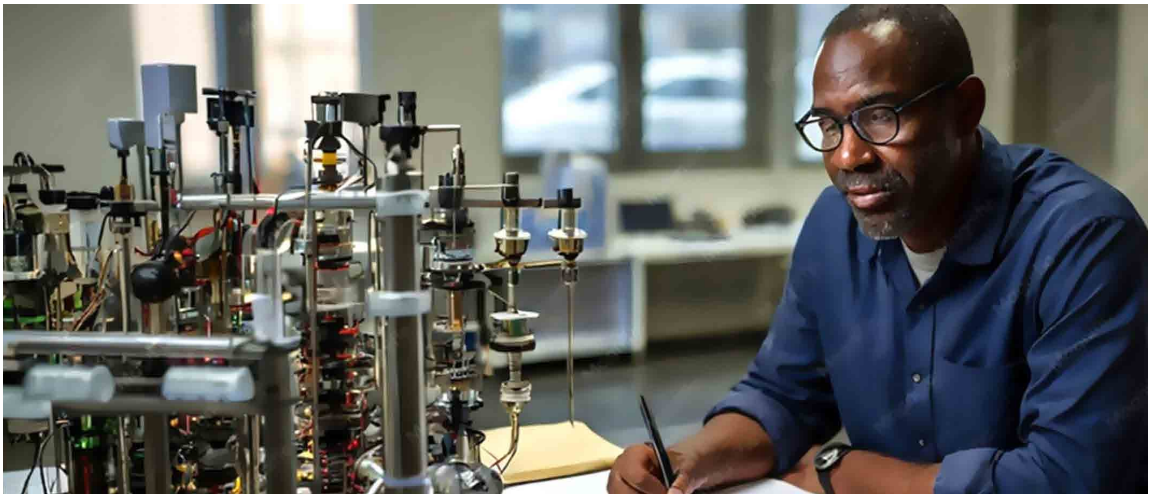
- infrastructures fiables ;
- énergie compétitive ;
- compétences techniques ;
- financement de long terme ;
- systèmes de qualité et de normalisation ;
- environnement des affaires performant.

Autrement dit, avant de subventionner les entreprises, il faut d'abord construire l'écosystème qui leur permettra d'être compétitives.

Le rapport identifie trois faiblesses récurrentes qui empêchent les politiques industrielles africaines d'atteindre leurs objectifs, auxquelles on peut ajouter, dans le cas du Cameroun, une quatrième, celle de la cohérence.

1- Lacune de sélection	Les gouvernements adoptent parfois des instruments qu'ils ne sont pas réellement capables de mettre en œuvre compte tenu de leurs contraintes budgétaires, administratives ou institutionnelles.
2- Lacune de dosage	Le soutien apporté aux secteurs prioritaires est souvent trop faible ou trop bref pour permettre aux entreprises d'atteindre la taille critique nécessaire à leur compétitivité.

3- Lacune de complémentarité	Même lorsqu'un instrument est pertinent, il est fréquemment déployé dans un environnement qui ne dispose pas des infrastructures, de l'énergie, des compétences ou des services financiers nécessaires à son succès.
4- Lacune de cohérence	Les politiques publiques poursuivent parfois des objectifs contradictoires. Alors que la politique industrielle cherche à stimuler l'investissement et la production, les politiques fiscales, énergétiques, commerciales, foncières ou réglementaires peuvent simultanément accroître les coûts, réduire la compétitivité ou décourager l'investissement productif.



Selon la Banque mondiale, ces lacunes se renforcent mutuellement et expliquent pourquoi de nombreuses initiatives industrielles produisent des résultats modestes malgré des ambitions importantes.

L'exemple qui parle à l'Afrique : Hawassa contre Calabar

Pour illustrer son raisonnement, la Banque mondiale oppose deux expériences africaines emblématiques.

En Éthiopie, le parc industriel d'Hawassa employait déjà environ 25 000 personnes et générait près de 240 millions de dollars d'exportations annuelles en 2019. Avant d'attirer les investisseurs, les autorités avaient investi dans les routes, l'électricité, la formation professionnelle et l'environnement logistique.

À l'inverse, la zone franche de Calabar au Nigeria n'a jamais dépassé un quart de sa capacité malgré les mesures d'incitation mises en place. Le principal handicap provenait notamment de l'absence de dragage du port voisin et des insuffisances logistiques persistantes.

La leçon est claire : les infrastructures et les capacités précèdent les incitations.

> **« La meilleure politique industrielle n'est pas toujours celle qui ajoute de nouvelles incitations ; c'est parfois celle qui supprime les incohérences qui empêchent les industries de produire, d'investir et de grandir.**

CONSTAT 2 : LA TRANSFORMATION LOCALE DES RESSOURCES : OUI, MAIS

PAS À N'IMPORTE QUEL PRIX

Le rapport apporte également un éclairage particulièrement intéressant pour les pays riches en ressources naturelles, comme le Cameroun. La Banque mondiale reconnaît que la transformation locale des matières premières peut constituer un véritable levier d'industrialisation. Mais elle met en garde contre une vision simpliste consistant à interdire systématiquement l'exportation des matières brutes.

L'exemple de l'Indonésie est révélateur :

L'interdiction d'exporter le nickel a permis l'émergence d'une puissante industrie locale de transformation parce que le pays disposait à la fois d'un poids significatif sur le marché mondial et d'un écosystème industriel capable de soutenir cette stratégie.

En revanche, la même approche appliquée à la bauxite a produit des résultats beaucoup plus mitigés, les acheteurs internationaux ayant simplement trouvé d'autres fournisseurs.

Pour les pays africains, le message est clair : la transformation locale ne peut réussir que si elle repose simultanément sur un avantage économique réel et sur un écosystème compétitif.

Ce que cette nouvelle doctrine signifie pour le Cameroun

Pour le Cameroun, les enseignements du rapport sont particulièrement pertinents. Depuis plusieurs années, les politiques publiques mettent l'accent sur la transformation locale du cacao, du bois, du coton, de l'huile de palme ou encore des ressources minières. L'objectif est légitime et cohérent avec les ambitions de la SND30.

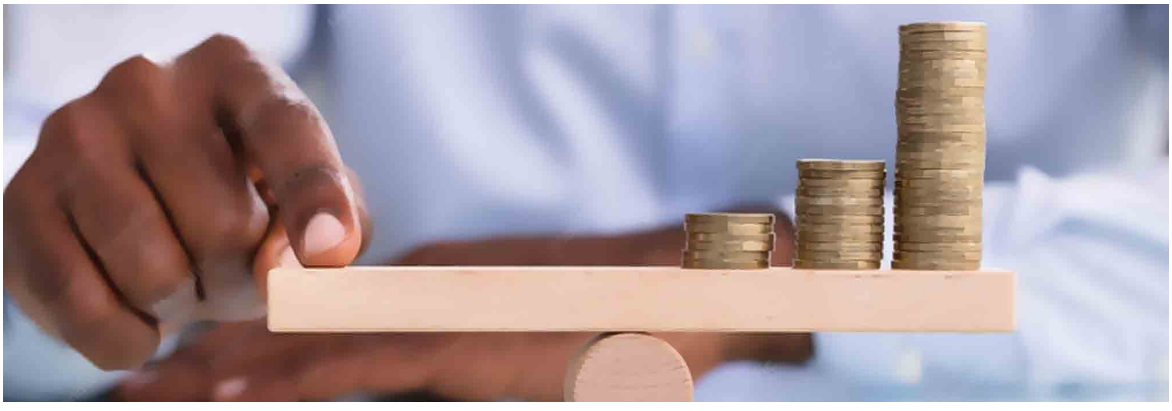
La Banque mondiale rappelle cependant qu'une politique industrielle ne se résume pas à désigner des filières prioritaires ou à instaurer des mesures de protection. Elle exige un travail simultané sur l'énergie, les infrastructures, le financement, les compétences, la logistique, la qualité et l'intégration régionale.

La Banque mondiale ne signe pas un retour au dirigisme industriel des décennies passées. Elle réhabilite plutôt une politique industrielle pragmatique, disciplinée et orientée vers les résultats.

Le message central du rapport peut se résumer ainsi : les politiques industrielles fonctionnent lorsqu'elles construisent des écosystèmes, lorsqu'elles soutiennent des activités plutôt que des entreprises particulières, lorsqu'elles sont temporaires, évaluées et assorties d'objectifs de performance clairement définis.

> **Des politiques industrielles fondées sur une compréhension réaliste des opportunités et des contraintes, axées sur des secteurs à fort potentiel d'apprentissage et mises en œuvre par des institutions compétentes peuvent favoriser la réalisation d'économies d'échelle, attirer les investissements privés et réorienter les entreprises et les travailleurs vers des activités à plus forte productivité.**
>
> *Source : Banque Mondiale*

Pour l'Afrique, et particulièrement pour le Cameroun, cette évolution doctrinale constitue une forme de validation : l'industrialisation reste la voie privilégiée vers la transformation économique. Mais elle rappelle aussi que l'industrie ne se décrète pas. Elle se construit patiemment, à travers des écosystèmes capables de faire émerger des entreprises compétitives, innovantes et créatrices d'emplois.



KADJI GROUP

Un champion industriel camerounais à la conquête de l'Afrique de l'Ouest

L'année 2026 marque un tournant dans l'histoire du groupe Kadji. Alors que l'Union Camerounaise de Brasseries (UCB) s'apprête à mettre en service à Douala sa nouvelle « Usine Moungo », fruit d'un investissement estimé à près de 100 milliards de FCFA, le groupe a simultanément franchi une étape supplémentaire dans son développement régional avec l'inauguration, au Nigeria, d'une nouvelle unité industrielle de plus de 20 milliards de FCFA.

Implantée dans l'État d'Abia à travers la filiale Ultimum Limited, cette usine constitue la première base de production du groupe en dehors du Cameroun. Elle permettra d'approvisionner directement le marché nigérian, premier marché de consommation d'Afrique avec plus de 220 millions d'habitants.

Pris ensemble, ces deux investissements représentent près de 120 milliards de FCFA mobilisés pour renforcer les capacités industrielles du groupe et préparer son expansion régionale.

Au-delà des montants engagés, l'initiative illustre une évolution importante du tissu productif national. Longtemps concentrées sur la satisfaction du marché domestique, les entreprises camerounaises les plus performantes commencent progressivement à adopter des stratégies régionales fondées sur l'investissement direct, la proximité des marchés et l'intégration des chaînes de distribution.

La stratégie annoncée par le groupe Kadji prévoit d'ailleurs la mise en place d'une plateforme de distribution en Côte d'Ivoire afin de desservir plus efficacement les marchés ouest-africains. L'objectif est clair : transformer un champion national en acteur régional capable de tirer parti des opportunités offertes par la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf).

Cette dynamique mérite d'être soulignée. Dans les débats sur le Made in Cameroon, l'attention est souvent portée sur la substitution aux importations. Pourtant, la véritable maturité industrielle se mesure également à la capacité des entreprises nationales à exporter leurs produits, leurs capitaux, leur savoir-faire et leurs marques au-delà des frontières nationales.

À travers cette double implantation industrielle au Cameroun et au Nigeria, le groupe Kadji démontre que des entreprises camerounaises peuvent désormais envisager leur développement à l'échelle du continent. Une ambition qui contribue autant au rayonnement économique du pays qu'à la consolidation d'un secteur industriel national capable de jouer dans la cour des grands.

KADJI GROUP EN CHIFFRES

1972 : création de l'Union Camerounaise de Brasseries (UCB)

100 milliards FCFA : investissement dans la nouvelle « Usine Moungo » à Douala

20 milliards FCFA : investissement dans la nouvelle usine d'Abia au Nigeria

120 milliards FCFA : investissements industriels cumulés récents

2 millions d'hectolitres : capacité annuelle de la nouvelle usine de Douala



CACAO-CAFÉ

4 milliards FCFA de subventions pour soutenir la production

Le Fonds de Développement des Filières Cacao et Café (FODECC) a officiellement lancé sa campagne de subventions 2025-2026 avec une enveloppe globale de 4 milliards de FCFA financée par l'Initiative pour les Forêts de l'Afrique Centrale (CAFI). L'enveloppe est répartie à hauteur de 2,4 milliards de FCFA pour les producteurs de cacao (60%) et de 1,6 milliard de FCFA pour les producteurs de café (40%).

Ce mécanisme permet aux producteurs éligibles d'obtenir des subventions couvrant 30 à 40% de leurs investissements pour l'acquisition de plants, d'intrants agricoles, d'équipements, de matériels et d'infrastructures de soutien à la production. Le dispositif vise à améliorer la productivité des exploitations et à accompagner le renouvellement des vergers dans les principaux bassins de production du pays.

Au-delà du soutien immédiat aux producteurs, cette initiative s'inscrit dans les ambitions nationales de relance des filières cacao et café, qui demeurent parmi les principaux pourvoyeurs de revenus en milieu rural et d'importantes sources de devises pour l'économie camerounaise. Elle rappelle également que la compétitivité des activités de transformation locale dépend en grande partie de la disponibilité d'une matière première abondante, régulière et de qualité.

Le FODECC ambitionne à terme d'injecter près de 50 milliards de FCFA dans les filières cacao et café sur une période de cinq ans afin de soutenir durablement la production nationale. Cette montée en puissance des appuis publics relance toutefois le débat sur l'efficacité des mécanismes de soutien existants : malgré des volumes croissants de subventions au cours des dernières années, les performances productives des deux filières peinent encore à enregistrer la progression attendue. Une situation qui pose la question de la traçabilité des financements, de leur ciblage effectif vers les producteurs ainsi que de la pertinence des instruments mobilisés pour atteindre les objectifs de relance de la production.



SODECOTON

66 milliards FCFA pour préparer la filière coton aux défis de demain

La SODECOTON envisage un vaste programme de modernisation estimé à 66,3 milliards de FCFA afin de renforcer la compétitivité de la filière cotonnière camerounaise. Ce plan prévoit notamment la construction d'une nouvelle huilerie à Ngaoundéré, de deux usines d'égrenage supplémentaires ainsi que l'installation de cinq centrales solaires destinées à sécuriser l'approvisionnement énergétique des unités industrielles.

Au-delà de l'investissement lui-même, cette initiative illustre les mutations auxquelles sont confrontées les grandes filières agro-industrielles du pays. Les effets du changement climatique, les attaques parasitaires récurrentes, les besoins croissants en énergie et la nécessité d'accroître la transformation locale imposent désormais des investissements lourds pour préserver la compétitivité.

La filière coton demeure un pilier économique majeur dans les régions septentrionales, faisant vivre entre 150 000 et 200 000 producteurs. L'ambition affichée est de porter la production de coton graine à 440 000 tonnes dès 2026 puis à 600 000 tonnes à l'horizon 2030.

Cette stratégie rappelle que la transformation structurelle de l'économie camerounaise ne dépend pas uniquement de la création de nouvelles industries, mais également de la modernisation continue des filières historiques qui constituent déjà le socle de l'industrialisation nationale.

LE GAZ NATUREL LIQUÉFIÉ

Un nouveau pilier des exportations camerounaises

Longtemps dominées par le pétrole brut, le cacao ou le bois, les exportations camerounaises comptent désormais un nouvel acteur de premier plan : le gaz naturel liquéfié (GNL). En 2025, le Cameroun a exporté près de 1,38 million de tonnes de GNL, confirmant la montée en puissance de cette filière énergétique dans l'économie nationale.

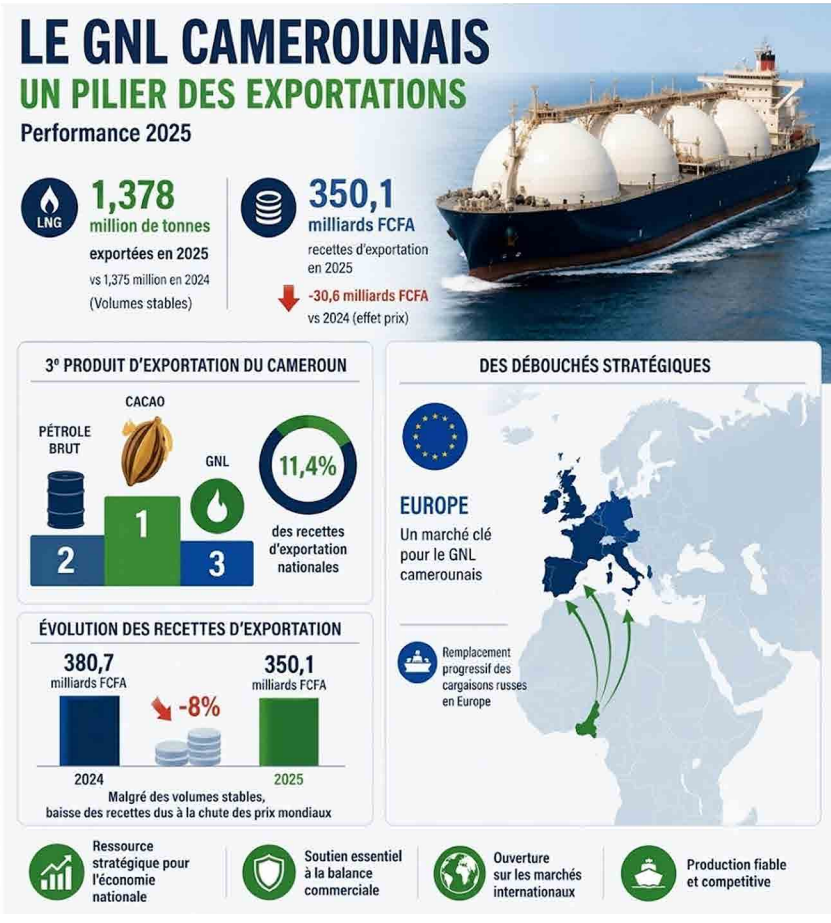
Avec 350,1 milliards de FCFA de recettes d'exportation, le GNL représente désormais 11,4% des exportations du pays et s'impose comme le troisième produit exporté derrière le cacao et le pétrole brut. Cette performance confirme la capacité du Cameroun à valoriser une partie de ses ressources gazières grâce à des infrastructures industrielles de liquéfaction permettant l'accès aux marchés internationaux.

La filière illustre cependant l'une des principales caractéristiques des industries extractives : la forte exposition aux fluctuations des cours mondiaux. Malgré des volumes exportés quasiment stables par rapport à 2024, les recettes ont reculé de plus de 30 milliards de FCFA sous l'effet de la baisse des prix internationaux du gaz.

Au-delà de ses performances quantitatives, la filière GNL bénéficie également d'une évolution profonde des marchés énergétiques mondiaux. Depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine en 2022 puis le durcissement progressif des sanctions occidentales contre la Russie, les pays européens cherchent activement à diversifier leurs sources d'approvisionnement en gaz naturel.

Cette recomposition des flux énergétiques internationaux a ouvert de nouvelles opportunités pour plusieurs producteurs africains de GNL, dont le Cameroun. Grâce à sa proximité géographique relative avec l'Europe, à ses infrastructures de liquéfaction déjà opérationnelles et à la recherche de fournisseurs alternatifs par les importateurs européens, le gaz camerounais bénéficie d'un environnement commercial plus favorable qu'au cours de la décennie précédente.

Cette évolution illustre un enseignement important : les ressources naturelles ne créent de valeur que lorsqu'elles rencontrent une demande solvable et durable. Dans ce contexte, le GNL apparaît non seulement comme une source de recettes d'exportation, mais également comme un actif stratégique susceptible de renforcer le positionnement du Cameroun dans la nouvelle géographie énergétique mondiale.



CHOCOCAM

Un fleuron industriel camerounais change de mains

Le groupe sud-africain Tiger Brands a engagé le processus de cession de sa participation majoritaire de 74,69% dans la Chocolaterie Confiserie Camerounaise (Chococam) au profit du fonds d'investissement Minkama Capital, avec l'appui du Groupe BGFIBank. L'opération, dont la finalisation reste soumise aux autorisations réglementaires requises, devrait être achevée au cours de l'exercice 2026.

Au-delà de la transaction financière, cette opération concerne l'un des principaux acteurs de la transformation agroalimentaire au Cameroun. Présente depuis près de soixante ans, Chococam s'est imposée comme le leader national du chocolat et de la confiserie grâce à des marques emblématiques telles que Mambo et Bonbon Kola, tout en développant des débouchés régionaux en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest.

Le désengagement de Tiger Brands s'inscrit dans une stratégie mondiale de recentrage de ses activités sur les segments jugés les plus rentables. Le groupe sud-africain a entrepris depuis plusieurs années une rationalisation de son portefeuille international et considère désormais Chococam comme un actif non stratégique.

Cette décision intervient également dans un contexte plus difficile pour la filiale camerounaise. Après avoir franchi le seuil symbolique d'un milliard de rands de chiffre d'affaires en 2021, l'entreprise a connu un ralentissement progressif de ses performances sous l'effet combiné de la hausse des coûts de production, des tensions sur les matières premières et d'un environnement économique plus contraignant.

Pour l'industrie camerounaise, l'enjeu principal réside désormais dans le projet porté par les nouveaux investisseurs. L'arrivée de Minkama Capital et de BGFIBank ouvre la perspective d'un nouveau cycle d'investissement susceptible de renforcer les capacités industrielles de l'entreprise et de consolider sa place au sein de la chaîne de valeur cacao.

Cette opération constitue également un signal intéressant pour l'écosystème industriel national. Elle illustre la capacité croissante d'acteurs financiers africains à mobiliser des ressources importantes pour reprendre, restructurer et développer des actifs industriels stratégiques sur le continent.

Dans un contexte où la transformation locale du cacao demeure l'une des priorités affichées de la politique industrielle camerounaise, l'avenir de Chococam sera observé avec attention. Au-delà du changement d'actionnaire, c'est la capacité de l'entreprise à renouer avec une trajectoire de croissance, d'innovation et d'expansion régionale qui constituera le véritable indicateur de succès de cette opération.





FINANCEMENT DES PME

La CDEC expérimente un nouveau modèle de crédit de long terme

L'accès au financement demeure l'un des principaux obstacles au développement des PME camerounaises. Pour tenter d'y répondre, la Caisse des Dépôts et Consignations du Cameroun (CDEC) a lancé un programme pilote doté d'une enveloppe de 5 milliards de FCFA destiné à soutenir le financement des petites et moyennes entreprises, avec une attention particulière portée aux initiatives portées par les jeunes et les femmes.

Le dispositif s'appuie sur un partenariat récemment conclu avec l'African Guarantee Fund (AGF), dont les mécanismes de garantie doivent permettre de réduire le risque supporté par les établissements financiers et, en principe, d'améliorer les conditions d'accès au crédit pour les PME.

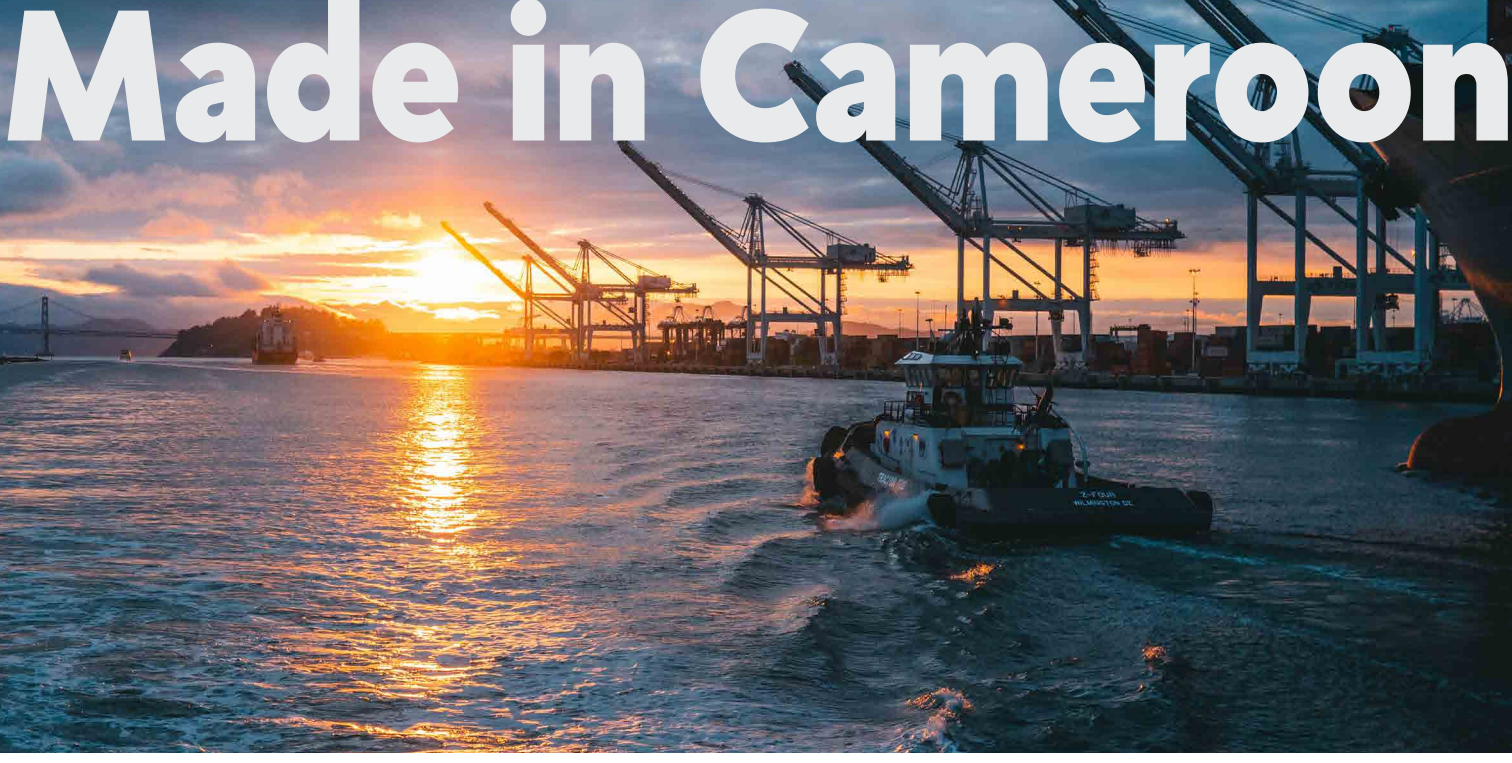
Concrètement, la CDEC a lancé un appel à manifestation d'intérêt afin de sélectionner les banques qui participeront à cette phase expérimentale. Les établissements retenus devront rétrocéder les ressources obtenues au profit exclusif des PME éligibles et respecter des exigences de suivi, de transparence et de reporting.

Au-delà du financement lui-même, l'ambition affichée est de tester un modèle reproductible permettant de mobiliser davantage de ressources longues au profit du tissu entrepreneurial national. Une question particulièrement importante dans un pays où les financements de moyen et long terme restent rares alors que les besoins d'investissement des entreprises demeurent considérables.

Si l'initiative constitue un signal encourageant, son succès dépendra de plusieurs facteurs : niveau réel des taux proposés, critères d'éligibilité des entreprises, efficacité du mécanisme de garantie, engagement des banques partenaires et capacité à transformer les ressources mobilisées en crédits effectivement accordés aux PME.

Pour l'industrie camerounaise, l'enjeu est loin d'être anecdotique. Au-delà des 5 milliards FCFA annoncés, ce programme pourrait servir de laboratoire pour imaginer de nouveaux mécanismes de financement mieux adaptés aux besoins des entreprises productives.

Made in Cameroon



PÉTROLE

le Cameroun relance l'exploration pour préparer l'après-déclin

Longtemps pilier des recettes d'exportation et des finances publiques, le pétrole camerounais est engagé depuis plusieurs années dans une phase de déclin structurel. L'épuisement progressif des champs matures, combiné à l'absence de découvertes majeures récentes, réduit progressivement la contribution du secteur à l'économie nationale.

Cette tendance s'est accentuée en 2025 avec une baisse de 29,6% des recettes d'exportation de pétrole brut, sous l'effet conjugué du recul de la production et de l'évolution défavorable des cours internationaux. Au-delà des conséquences budgétaires immédiates, cette situation rappelle la vulnérabilité d'un modèle de croissance encore fortement dépendant des ressources extractives.

Face à ces défis, le Cameroun mise sur la relance de l'exploration pétrolière. Dans cette perspective, la Société Nationale des Hydrocarbures (SNH) poursuit la promotion des blocs encore disponibles dans les bassins de Rio del Rey et de Douala-Kribi-Campo auprès des investisseurs internationaux.

Le 24 avril 2026, la SNH a ainsi annoncé les résultats de l'appel à manifestation d'intérêt lancé sur neuf blocs d'exploration, dont cinq ont suscité l'intérêt d'opérateurs potentiels. Cette mobilisation témoigne de l'attractivité persistante du potentiel géologique camerounais malgré le contexte de transition énergétique mondiale.

Au-delà des perspectives de production future, l'enjeu est également industriel. De nouvelles découvertes pourraient soutenir les recettes d'exportation, renforcer l'approvisionnement du marché domestique en gaz naturel et créer de nouvelles opportunités dans les activités de services pétroliers, de logistique et de transformation locale.

Toutefois, l'expérience récente montre que l'attribution d'un bloc ne garantit ni découverte commerciale ni production à court terme. Entre l'exploration, l'évaluation des réserves, les décisions d'investissement et l'entrée en exploitation, plusieurs années peuvent s'écouler.

Ces nouveaux permis apparaissent ainsi moins comme une réponse immédiate au déclin actuel que comme un pari sur l'avenir énergétique du pays. Un pari dont l'issue influencera durablement la capacité du Cameroun à financer sa transformation économique et industrielle.

QUAND LES SYNERGIES CRÉENT DE NOUVELLES OPPORTUNITÉS POUR L'INDUSTRIE

AVRIL 2026 :

Le SYNDUSTRICAM aux côtés de l'INS pour célébrer 25 années au service de la statistique publique

Le SYNDUSTRICAM a pris part aux activités marquant le 25e anniversaire de l'Institut National de la Statistique (INS), célébré sous le thème de la modernisation de la statistique publique et de son rôle dans l'accompagnement du développement économique.

Cette participation témoigne de l'importance qu'accorde le Syndicat à la production de données fiables, indispensables à l'élaboration des politiques publiques et à la prise de décision des entreprises.

Pour les industriels, les statistiques constituent bien davantage qu'un outil d'information. Elles permettent d'apprécier l'évolution des marchés, d'anticiper les tendances de consommation, d'évaluer la compétitivité des filières et d'orienter les investissements.

Au cours des échanges, plusieurs réflexions ont porté sur les défis liés à la production des données économiques, à la digitalisation des systèmes d'information et à l'amélioration de la disponibilité des statistiques sectorielles.

Le SYNDUSTRICAM a salué les progrès réalisés par l'INS au cours des vingt-cinq dernières années et réaffirmé sa disponibilité à contribuer au renforcement du dialogue entre producteurs de données et acteurs économiques.

Message du Président du Syndustricam

25 ans de l'INS : compter le Cameroun pour mieux construire son avenir

À l'occasion de la célébration du 25e anniversaire de l'Institut National de la Statistique (INS), le SYNDUSTRICAM teint à saluer le rôle essentiel joué par cette institution dans la compréhension et le pilotage de notre économie.

Depuis un quart de siècle, l'INS produit les données qui permettent d'éclairer les décisions publiques. Mais ces statistiques constituent également un outil de plus en plus indispensable pour les entreprises. Derrière chaque indicateur de consommation, de prix, d'emploi, de commerce extérieur ou de production se cachent des décisions d'investissement, des choix industriels, des créations d'emplois et parfois même la réussite ou l'échec de projets économiques majeurs.

Pour les industriels, la statistique n'est pas une simple affaire de chiffres. Elle est un instrument de compétitivité.

À ce titre, les attentes du secteur privé sont claires : disposer de données plus rapides, plus précises, plus accessibles et davantage orientées vers les réalités opérationnelles des entreprises. Dans une économie qui évolue en permanence, l'information économique doit être disponible à temps pour permettre aux acteurs de décider, d'investir et d'anticiper.



Le défi est particulièrement important lorsqu'il s'agit de mieux comprendre les dynamiques du secteur informel, qui représente une composante majeure de l'économie camerounaise et dont les interactions avec le secteur formel demeurent encore insuffisamment documentées.

Pour autant, le secteur privé ne saurait se limiter au rôle de consommateur de données. Les entreprises ont également une responsabilité dans l'amélioration du système statistique national. Une relation de confiance renforcée entre producteurs et utilisateurs de données permettra de mieux partager l'information économique, d'identifier les besoins prioritaires et de construire des outils toujours plus pertinents au service du développement.

À l'heure où le Cameroun poursuit son ambition de transformation structurelle, la qualité de la décision économique dépendra de plus en plus de la qualité de l'information disponible.

L'INS compte aujourd'hui le Cameroun réel. Ensemble, nous devons désormais mieux mesurer le Cameroun de demain.

Bon anniversaire à l'Institut National de la Statistique et plein succès pour les vingt-cinq prochaines années.

Samuel NJANGA KONDO
Président du SYNDUSTRICAM

Minéraux critiques : les États-Unis et l'Australie s'intéressent au potentiel minier camerounais

Le 30 mars 2026, le Ministre des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique (ai) a reçu les représentants diplomatiques des États-Unis et de l'Australie pour des échanges consacrés aux opportunités de coopération dans le secteur minier. Les discussions ont notamment porté sur les minéraux critiques présents au Cameroun tels que le cobalt, le nickel, le manganèse, le lithium ou encore le titane, dont la demande mondiale connaît une forte progression sous l'effet de la transition énergétique.

Les partenaires ont également manifesté leur intérêt pour le développement de projets miniers responsables, le renforcement des capacités locales et la valorisation de la chaîne de valeur minière. Cette rencontre confirme l'intérêt croissant des grandes économies pour le potentiel minier camerounais.

Cette dynamique intervient toutefois dans un contexte où la gouvernance du secteur minier fait l'objet d'une attention particulière, notamment en matière de traçabilité des productions, de lutte contre les exportations illicites et de maximisation des retombées économiques nationales. Plus que jamais, l'attractivité du potentiel minier camerounais devra s'accompagner d'un renforcement des mécanismes de régulation, de transparence et de création de valeur locale.

Sucre : 8 047 tonnes exportées en 2025

Selon les données de l'INS sur le commerce extérieur publiées au mois de février, le Cameroun a exporté 8 047 tonnes de sucre en 2025, soit une hausse considérable par rapport au volume enregistré en 2025 (82 tonnes). Ce résultat intervient dans un contexte marqué par les efforts de modernisation de la filière et les ambitions de renforcement de la production nationale. Malgré ces exportations, le secteur reste confronté à un déficit structurel de production qui alimente régulièrement le recours aux importations pour satisfaire la demande intérieure. L'amélioration durable de la compétitivité et de la productivité demeure ainsi l'un des principaux défis de la filière.

Guerre au Moyen-Orient : quand la crise profite au fret aérien africain

Les tensions persistantes au Moyen-Orient continuent de produire des effets inattendus sur l'économie mondiale. Selon les dernières données du transport aérien international, les compagnies africaines ont enregistré en février 2026 une progression de 21% de leur activité fret, soit près du double de la moyenne mondiale.

Cette performance s'explique en partie par la reconfiguration des chaînes logistiques internationales consécutive aux perturbations observées dans plusieurs corridors stratégiques du Golfe et du Moyen-Orient. Les incertitudes pesant sur certaines routes traditionnelles ont conduit de nombreux opérateurs à rechercher des itinéraires alternatifs, renforçant temporairement l'attractivité de plusieurs plateformes africaines, notamment Addis-Abeba.

L'axe Afrique-Asie apparaît comme l'un des principaux bénéficiaires de cette recomposition, avec une forte progression des échanges de marchandises à haute valeur ajoutée et de produits périssables.

Cette évolution rappelle que les crises géopolitiques ne redistribuent pas seulement les équilibres diplomatiques ; elles redessinent également les flux commerciaux mondiaux. Pour l'Afrique, l'enjeu consiste désormais à transformer cette opportunité conjoncturelle en avantage durable grâce à des investissements dans les infrastructures aéroportuaires, les capacités logistiques et la compétitivité des chaînes de transport.

Le café face au mur climatique de 2050

Selon plusieurs études internationales, près de 20% des superficies actuellement adaptées à la culture du café arabica pourraient devenir impropres à cette production d'ici 2050 sous l'effet du réchauffement climatique. Cette variété, particulièrement sensible aux variations de température et de pluviométrie, figure parmi les cultures les plus exposées aux changements climatiques.

Pour le Cameroun, où la relance de la filière café constitue l'un des objectifs de diversification agricole, cette évolution soulève des questions stratégiques. La production nationale de café est

CEMAC : une centrale des risques pour fluidifier l'accès au crédit

Réunis le 8 avril 2026 à N'Djamena, les ministres des Finances de la CEMAC ont approuvé le principe de création d'une centrale régionale des risques bancaires. Le dispositif centralisera les informations relatives à l'endettement des particuliers, des entreprises et, pour la première fois, des établissements de microfinance à l'échelle communautaire.

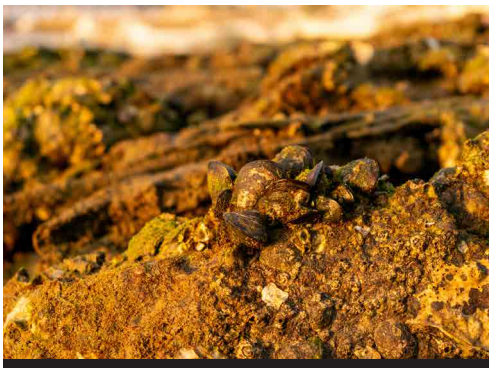
L'objectif est de réduire l'asymétrie d'information entre établissements financiers et emprunteurs afin d'améliorer l'évaluation du risque de crédit, de limiter les créances douteuses et, à terme, de faciliter l'accès au financement des entreprises.

Pour les PME et les industries de la sous-région, cette initiative pourrait contribuer à améliorer progressivement l'environnement du crédit dans un espace où le financement du secteur privé demeure structurellement faible. Au Cameroun, le crédit au secteur privé représente environ 14,5% du PIB, contre près de 29% en moyenne en Afrique subsaharienne.

Si les bénéfices potentiels sont importants, leur concrétisation dépendra toutefois de plusieurs facteurs, d'autant plus que plusieurs États de la sous-région, dont le Cameroun à travers le Comité National Économique et Financier (CNEF), disposent déjà de mécanismes nationaux de collecte et de partage d'informations sur le risque de crédit.

La véritable valeur ajoutée du dispositif communautaire résidera donc dans sa capacité à favoriser une appropriation effective par les établissements financiers, à garantir la qualité et la fiabilité des données collectées, à assurer l'interconnexion des systèmes nationaux ainsi qu'à mettre en place une gouvernance crédible et des procédures opérationnelles performantes. Comme souvent en matière de réformes financières régionales, le principal défi résidera moins dans l'annonce du projet que dans son déploiement effectif et sa capacité à produire des résultats tangibles en matière d'accès au financement pour les entreprises et les porteurs de projets.





Monnaie et ressources naturelles : la CEMAC mise sur l'or

Le Conseil d'administration de la BEAC a approuvé, le 6 avril 2026 à N'Djamena, la politique de monétisation de l'or dans la CEMAC. Cette réforme vise à permettre à la Banque centrale d'acquérir une partie de la production aurifère régionale afin de l'intégrer à ses réserves officielles.

Au-delà de sa dimension monétaire, l'initiative traduit une volonté de mieux valoriser les ressources minières de la sous-région et de réduire la dépendance historique aux réserves détenues sous forme de devises étrangères. Elle pourrait également contribuer à renforcer la traçabilité de la production aurifère, à encourager la formalisation de l'exploitation artisanale et industrielle et à limiter les circuits illicites qui privent les États d'une partie importante des revenus du secteur.

Pour les économies de la CEMAC, l'enjeu est double : transformer davantage de richesse minière en actifs stratégiques pour la stabilité monétaire tout en renforçant la gouvernance d'une filière régulièrement confrontée à des problématiques de fraude, de contrebande et de faible captation de la valeur ajoutée locale.

passée à 11 637 tonnes au cours de la campagne 2024-2025 et les autorités visent 16 000 tonnes à l'horizon 2026. Les principaux bassins de production d'arabica, situés dans les régions de l'Ouest et du Nord-Ouest, pourraient cependant être confrontés à des contraintes climatiques croissantes.

Au-delà des volumes produits, l'enjeu porte désormais sur l'adaptation des systèmes de production, la recherche variétale et la résilience climatique d'une filière appelée à jouer un rôle important dans la diversification des exportations camerounaises.

Syndicat des Industriels du Cameroun

Syndustricam

LES CHRONIQUES DE L'INDUSTRIE

NOTE D'INFORMATIONS & D'ANALYSES DU SYNDICAT DES INDUSTRIELS DU CAMEROUN

BULLETIN D'ABONNEMENT 2026 – 2027

(Tenant lieu de bon de commande)

RAISON SOCIALE : _____

REPRÉSENTÉE PAR : _____ FONCTION : _____

N° DE CONTRIBUABLE : _____

TÉLÉPHONE : _____ EMAIL : _____

Fichier à fournir par l'annonceur (PDF, EPS)

PMI/PME (CA ANNUEL ≤ 3 MILLIARDS F CFA)

	MONTANT HT EN F.CFA			
EMPLACEMENT	**01 parution**	**03 parutions**	**06 parutions**	**12 parutions**
2ème de couverture	250 000 ☐	225 000 x 3 ☐	200 000 x 6 ☐	150 000 x 12 ☐
3ème de couverture	200 000 ☐	175 000 x 3 ☐	150 000 x 6 ☐	100 000 x 12 ☐
4ème de couverture	250 000 ☐	225 000 x 3 ☐	200 000 x 6 ☐	150 000 x 12 ☐
Double page intérieure	300 000 ☐	275 000 x 3 ☐	250 000 x 6 ☐	200 000 x 12 ☐
Pleine-page intérieure	125 000 ☐	100 000 x 3 ☐	75 000 x 6 ☐	50 000 x 12 ☐
Demi-page intérieure	75 000 ☐	62 500 x 3 ☐	50 000 x 6 ☐	25 000 x 12 ☐

GRANDES ENTREPRISES (CA ANNUEL > 3 MILLIARDS F CFA) § ADMINISTRATIONS

	MONTANT HT EN F.CFA			
EMPLACEMENT	**01 parution**	**03 parutions**	**06 parutions**	**12 parutions**
2ème de couverture	300 000 ☐	275 000 x 3 ☐	250 000 x 6 ☐	200 000 x 12 ☐
3ème de couverture	250 000 ☐	225 000 x 3 ☐	200 000 x 6 ☐	150 000 x 12 ☐
4ème de couverture	300 000 ☐	275 000 x 3 ☐	250 000 x 6 ☐	200 000 x 12 ☐
Double page intérieure	400 000 ☐	350 000 x 3 ☐	325 000 x 6 ☐	225 000 x 12 ☐
Pleine-page intérieure	150 000 ☐	125 000 x 3 ☐	100 000 x 6 ☐	75 000 x 12 ☐
Demi-page intérieure	100 000 ☐	87 500 x 3 ☐	75 000 x 6 ☐	37 500 x 12 ☐

MONTANT DE LA SOUSCRIPTION : _____

TVA : _____

TOTAL TTC : _____

En signant ce bulletin, nous confirmons la souscription à la formule choisie et nous nous engageons à en régler le montant correspondant, soit (TTC en lettres) _____

_____ FCFA

Modalités de paiement : ☐ Espèces / OM / MoMo ☐ Chèque bancaire ☐ Virement

A l'ordre de : Syndicat des Industriels du Cameroun -SYNDUSTRICAM

Coordonnées bancaires : **10002 0003001938983150 - 23** SCB Cameroun BP 300 Douala

Fait à ....., le ..... / ..... /.....

Cachet et Signature précédés de la Mention «Lu & Approuvé»

CONTACTS :

STANDARD
doualasyndustricam@yahoo.fr / Tél. : 658 57 07 69

Malam MAHAMADOU
Tél. : 696 27 86 22